

## **DÉLIBÉRATION N°CP 2022-084**

### **DU 23 MARS 2022**

#### **POLITIQUE RÉGIONALE ÉCONOMIE CIRCULAIRE ET DÉCHETS**

#### **2ÈME AFFECTATION 2022**

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

**VU** le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et modifié par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020 ;

**VU** le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission européenne du 17 juin 2014 publié au JOUE L 187 le 26 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité et modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L 156 du 20 juin 2017 et par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020 ;

**VU** le régime exempté SA.59108 relatifs aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 publié au JOUE L 187 du 26 juin 2014 modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L 156 du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020 ;

**VU** le code de l'environnement ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** la loi du n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

**VU** la délibération n° CR 108-13 du 21 novembre 2013 relative au soutien des structures dans le secteur de l'environnement ;

**VU** la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

**VU** la délibération n° CR 127-16 du 7 juillet 2016 modifiée portant approbation du dispositif Île-de-France propre et à la mise en œuvre du fonds propre modifiée ;

**VU** la délibération n° CR 174-16 du 22 septembre 2016 relative aux engagements de la région vers un objectif « zéro déchet » en Île-de-France ;

**VU** la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

**VU** la délibération n° CP 2018-534 du 21 novembre 2018 relative à la politique régionale économie circulaire et déchets 6<sup>e</sup> rapport pour 2018 ;

**VU** la délibération n° CP 2018-555 du 21 novembre 2018 portant approbation de la convention-type pluriannuelle en faveur des « Têtes de réseaux » ;

**VU** la délibération n° CP 2019-043 du 24 janvier 2019 relative à la politique régionale économie circulaire et déchets 1<sup>er</sup> rapport pour 2019 ;

**VU** la délibération n° CR 2019-053 du 21 novembre 2019 portant approbation du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets d'Île-de-France et de son rapport environnemental associé ;

**VU** la délibération n° CR 2020-040 du 24 septembre 2020 portant approbation de la Stratégie Régionale en faveur de l'Economie Circulaire (SREC) ;

**VU** la délibération n° CP 2021-051 du 21 janvier 2021 relative à la politique régionale économie circulaire et déchets 1<sup>ères</sup> affectations 2021 ;

**VU** la délibération n° CP 2021-198 du 1<sup>er</sup> avril 2021 portant approbation de la suite de la mise en œuvre des propositions issues de la COP pour l'aménagement durable et l'environnement ;

**VU** la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 portant délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

**VU** la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

**VU** la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

**VU** la délibération n° CP 2021-367 du 22 septembre 2021 portant intégration d'une signalétique régionale ;

**VU** la délibération n° CP 2021-418 du 19 novembre 2021 relative au budget participatif et solidaire – 3<sup>ème</sup> session ;

**VU** la délibération n° CP 2021-437 du 19 novembre 2021 relative aux politiques régionales économie circulaire et déchets : affectations pour 2021 ;

**VU** le budget de la région Île-de-France pour l'année 2022 ;

**VU** l'avis de la commission de l'environnement ;

**VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

**VU** le rapport n°CP 2022-084 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

**Article 1 :**

Décide de participer, au titre du dispositif « **zéro déchet et économie circulaire** », au financement des opérations détaillées dans les fiches projets figurant en annexe n°1 à la délibération, par l'attribution de subventions en investissement d'un montant total prévisionnel maximum de **854 927,82 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type approuvée par délibération n° CP 2021-437 du 19 novembre 2021 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **854 927,82 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 72 « Actions en matière des déchets », programme HP 72-001 (172001) « Prévention et gestion des déchets », action 17200106 « Economie circulaire et déchets » du budget 2022.

**Article 2 :**

Décide de participer, au titre du dispositif « **zéro déchet et économie circulaire** », au financement d'une opération détaillée dans les fiches projets figurant en annexe n°1 à la délibération, par l'attribution d'une subvention en fonctionnement d'un montant total prévisionnel maximum de **11 240 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type approuvée par délibération n° CP 2021-437 du 19 novembre 2021 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte un montant d'autorisations d'engagement de **11 240 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 72 « Actions en matière des déchets », programme HP 72-001 (172001) « Prévention et gestion des déchets », action 17200107 « Economie circulaire et déchets », du budget 2022.

**Article 3 :**

Décide de participer, au titre du dispositif « **Fonds propreté** », au financement de l'opérations détaillée dans les fiches projets figurant en annexe n°2 à la délibération, par l'attribution de subventions en investissement d'un montant total prévisionnel maximum de **243 805,71 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'une convention conforme à la convention type approuvée par délibération n° CP 2021-437 du 19 novembre 2021 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **243 805,71 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 72 « actions en matière des déchets », programme HP 72-001 (172001) « Prévention et gestion des déchets », action 17200109 « Fonds propreté », du budget 2022.

**Article 4 :**

Décide de participer, au titre du dispositif « **Soutien aux structures dans le secteur de l'environnement** », au financement de l'opération détaillée dans la fiche-projet figurant en annexe n°3 à la délibération, par l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant total prévisionnel maximum de **10 000 €**.

Subordonne l'attribution de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type « Tête de réseau » approuvée par délibération n° CP 2018-555 du 21 novembre 2018 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte un montant d'autorisations d'engagement de **10 000 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-008 (171008) « Actions transversales », action 17100803 « Soutien aux associations et organismes œuvrant pour l'environnement », du budget 2022.

**Article 5 :**

Accorde à titre exceptionnel une dérogation à la mesure « 100 000 stages » au Réseau Francilien du Réemploi (REFER) pour la subvention qui lui a été attribuée par délibération n° CP 2021-051 du 21 janvier 2021 susvisée.

Approuve en conséquence la fiche-projet modifiée correspondante, telle qu'elle figure en annexe n° 4 de la présente délibération.

**Article 6 :**

Approuve les fiches projets modifiées telles qu'elles figurent en annexe n° 5 de la délibération. Ces fiches projets se substituent aux fiches projets adoptées par délibération n° CP 2021-418 du 19 novembre 2021 susvisée.

**Article 7 :**

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 et à l'article 29, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

**Article 8 :**

Dans le règlement d'intervention "Fonds Propreté", dans l'Article 3 : "Nature des dépenses éligibles et modalités de calcul de l'aide", au sein des paragraphes :

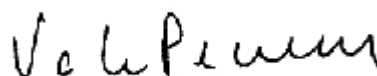
"3.1. Projets territoriaux de lutte contre les dépôts sauvages" et

"3.2. Projets de résorption de dépôts sauvages d'importance régionale" après le 5<sup>ème</sup> tiret, il est inséré la phrase suivante :

« Lorsque le type de véhicule de collecte de dépôts sauvages existe en motorisation électrique ou hydrogène, ou qu'il utilise du bioGNV produit localement, alors seules ces motorisations sont éligibles au soutien régional.

Le montant des versements annuels des subventions apportées par la Région pour l'acquisition d'utilitaires de collecte des dépôts sauvages thermiques dans le cadre du dispositif est plafonné à 50% de l'ensemble des subventions apportées pour l'acquisition de ces utilitaires de collecte. »

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**



**VALÉRIE PÉCRESSÉ**

Acte rendu exécutoire le 24 mars 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 24 mars 2022 (référence technique : 075-237500079-20220323-lmc1142635-DE-1-1) et affichage ou notification le 24 mars 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

## **ANNEXES A LA DELIBERATION**

## **Annexe n°1 Fiches projets Zéro déchet**

**DOSSIER N° EX062495 - Etude pré-opérationnelle d'une gestion mutualisée d'emballages consignés en Île-de-France – Lauréat AMI innovation 4R**

**Dispositif** : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-72-20421-172001-1700

Action : 17200106- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	70 000,00 € TTC	35,00 %	24 500,00 €
	Montant total de la subvention		24 500,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : RESEAU CONSIGNE ET REEMPLOI IDF

Adresse administrative : 1 PASSAGE EMMA CALVE  
75012 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame LAURENCE PAYRE, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 avril 2022 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Le Réseau Consigne & Réemploi IDF est le premier réseau régional français spécialisé dans l'accompagnement du déploiement du réemploi des emballages. Le Réseau souhaite acquérir un grand nombre de contenants consignés standardisés pour les mettre à disposition de ses membres et ainsi permettre un passage à échelle plus globale du réemploi des emballages. Il s'agit d'une première étape dans la structuration de la filière sur le territoire francilien.

Pour cela, le Réseau souhaite lancer une étude afin d'analyser le caractère mutualisable de la gestion des contenants qui seront mis à disposition des opérateurs qui pourrait inclure une solution de traçabilité commune, des solutions de collecte et lavage mutualisées des contenants, etc. Elle permettra de comprendre comment il est possible que des opérateurs travaillant aujourd'hui en boucles fermées uniquement avec leur propre flotte de contenants puissent fonctionner avec les contenants mutualisés sur un même territoire, et comment gérer les flux logistiques ou financier entre ces derniers. Cette étude s'appuiera sur l'expérimentation menée sur le territoire parisien. Elle visera à co-construire un système de réemploi innovant répliquable sur le territoire et à d'autres types de contenants et matériaux. Son objectif final sera de proposer un modèle de la structure de gestion mutualisée et d'assurer sa viabilité économique.

La Région apporte son soutien financier à la réalisation de l'étude pré-opérationnelle du système de gestion mutualisée des emballages consignés en Île-de-France.

Ce projet s'inscrit dans la mise en œuvre de l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) d'Île-de-France de déploiement de la consigne pour réemploi sur le territoire francilien.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Au titre de la mesure II : 50 % des dépenses éligibles en investissement

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
------------------------------------------------------------------

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude pré-opérationnelle	70 000,00	100,00%
Total	70 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	24 500,00	35,00%
Fonds propres	21 000,00	30,00%
ADEME (prévisionnel)	24 500,00	35,00%
Total	70 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides aux études environnementales



**DOSSIER N° EX062273 - Optimisation de la gestion des matériaux issus du réemploi de l'événementiel de la mode et les musées en Île-de-France**

**Dispositif** : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-72-20421-172001-1700

Action : 17200106- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	224 000,00 € HT	30,00 %	67 200,00 €
Montant total de la subvention			67 200,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : LA RESERVE DES ARTS  
Adresse administrative : 14 AVENUE EDOUARD VAILLANT  
93500 PANTIN  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur GUILLAUME BAPST, Directeur général

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 10 janvier 2022 - 30 août 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le développement des outils doit commencer en janvier 2022 pour pouvoir lancer les projets pilotes avec les musées au printemps 2022.

**Description :**

La Réserve des arts est une recyclerie qui accompagne le secteur créatif pour s'approprier l'économie circulaire. Elle assure actuellement la circularité des matières issues des scénographies de 30 événements de la mode et de 3 musées. Ceci représente 300 à 400 tonnes de matériaux récupérés par an. Avec ce projet, l'association souhaite se transformer en recyclerie culturelle adaptée aux exigences et contraintes des secteurs de l'événementiel de la mode et des musées afin de pouvoir proposer ses solutions aux 312 événements de la mode et 146 musées accueillis en Île-de-France.

L'enjeu fondamental de ces deux secteurs est la réception du public qui oblige les organisateurs d'événements à répondre à des normes d'ignifugation et de connaissance de la matière de réemploi qui doit se rapprocher au maximum de la connaissance de la matière neuve.

Pour cela, La Réserve des arts doit se doter d'outils numériques de traçabilité et de processus logistique automatisé qui permettent d'avoir :

- la traçabilité de l'ignifugation de la matière à chaque étape de son utilisation pour ne pas mettre en danger la vie d'autrui et notamment à savoir si elle a été bien conservée à chaque étape : transport entre lieu de collecte et camion, dans le camion, sortie de camion et mise en stock, stockage, transport entre stockage et mise en vente, espace de vente ;
- la traçabilité de la provenance de la matière depuis le site de collecte jusqu'à la facture d'achat de la matière ;

- la traçabilité de la composition de la matière pour connaître les propriétés de structure et les couches de revêtement d'un matériau, notamment pour le bois et le textile de décoration, pour savoir, par exemple, si ce matériau permet de construire des structures auto-portées ;
- un système de code barre sur les matériaux de réemploi qui retrace l'ensemble des éléments ci-dessus ;
- un outil de préparation de commande de gros volumes pour répondre aux demandes des musées et de l'évènementiel de la mode.

La Région apporte son soutien financier à l'achat et à l'intégration de scanners de reconnaissance des matériaux bois et textile, au développement des outils de traçabilité (provenance de matière, composition de la matière, ignifugation, système de code barre de traçage) et de préparation de commande.

Ce projet s'inscrit dans les objectifs du PRPGD (Plan régional de prévention et de gestion des déchets d'Île-de-France) de réemploi et de valorisation matière d'au moins 65 % des Déchets d'Activités Economiques entre 2014 et 2031.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif économie circulaire et de la mesure II : 35 % des dépenses éligibles en investissement

#### Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Scanners de reconnaissance des matériaux, outils de traçabilité de matières, outil de préparation de commande de gros volume	224 000,00	100,00%
Total	224 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	67 200,00	30,00%
Fonds propres	112 000,00	50,00%
ADEME (prévisionnel)	44 800,00	20,00%
Total	224 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets

**DOSSIER N° EX062181 - Expérimentation pour développer une boucle locale de réemploi de vêtements (92)**

**Dispositif** : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-72-20421-172001-1700

Action : 17200106- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	60 000,00 € HT	25,00 %	15 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		15 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : MIROA

Adresse administrative : 14 RUE DE MANTES  
92700 COLOMBES

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur ALEXANDRE FRISTOT, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'entreprise souhaite démarrer l'expérimentation le plus rapidement possible

**Description :**

Créée en 2020 (avec un financement de la BPI ou Banque Publique d'Investissement), l'entreprise MIROA propose un dépôt vente digital de vêtements d'occasion où le vendeur ne s'occupe pas de la mise en ligne et de la vente. MIROA prend en charge le process de vente qui peut s'avérer chronophage (prises de photos, publication des annonces, négociations, envoi des colis).

MIROA souhaite lancer une expérimentation auprès des 1 500 salariés d'une entreprise partenaire. Pour réaliser cette expérimentation, il est nécessaire :

- d'assurer la conception et la fabrication d'un sac de collecte adapté et réutilisable (1 000 exemplaires) ;
- de distribuer des sacs réutilisables aux salariés ;
- d'assurer la conception et l'installation de conteneurs qui permettront la collecte des vêtements à vendre via des sacs remis préalablement ;
- de concevoir deux mannequins connectés et reliés directement à un système informatique permettant de créer des photos et de décrire précisément dans une annonce les vêtements en vente ;
- de réaliser les collectes et livraisons en cargos bike.

Le projet permet de développer une boucle courte francilienne de réutilisation de vêtements franciliens par des franciliens puisque les collectes et livraisons se feront en cargos bike. Il est à souligner que MIROA est en train de mettre en place un partenariat avec REFASHION qui est l'éco organisme en charge de la filière à responsabilité élargie des producteurs (ou REP) de la filière textile d'habillement, linge de maison et chaussure (TLC).

La Région apporte son soutien financier à la conception et la fabrication des sacs réutilisables et des conteneurs de collecte, l'achat de 2 cargos bikes (permettant de couvrir une zone pertinente pour l'expérimentation) et la conception de 2 nouveaux mannequins en vue de l'augmentation de l'activité prévisionnelle avec la réalisation de l'expérimentation.

Ce projet s'inscrit dans plusieurs objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) :

- réduire les déchets ménagers et assimilés de 10 % en 2025 par rapport à 2010 ;
- doubler l'offre de réemploi, réutilisation et réparation en 2031 ;
- augmenter la collecte des TLC pour atteindre les 3,2 kg/hab en 2025 et 4,6 kg/hab en 2031.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif zéro déchet et économie circulaire et de la mesure II : 35 % des dépenses éligibles en investissement.

#### Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Conception et fabrication des sacs réutilisables	30 000,00	50,00%
Acquisition de 2 cargos bikes	20 000,00	33,33%
Conception et fabrication de collecteurs	5 000,00	8,33%
Conception de 2 mannequins	5 000,00	8,33%
Total	60 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	15 000,00	25,00%
Fonds propres	45 000,00	75,00%
Total	60 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**DOSSIER N° EX061473 - Expérimentation de collecte de biodéchets en apport volontaire et compostage électromécanique par le SIRMOTOM (77)**

**Dispositif** : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-72-204181-172001-1700

Action : 17200106- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	119 245,20 € TTC	35,00 %	41 735,82 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		41 735,82 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SIRMOTOM SYNDICAT REGION  
MONTEREAU FAULT YONNE TRAITEMENT  
DES ORDURES MENAGERES

Adresse administrative : 22 RUE DE LA GRANDE HAIE  
77130 MONTEREAU-FAULT-YONNE

Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal

Représentant : Monsieur YVES JEGO, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu des délais de livraison, le matériel nécessaire à l'expérimentation a déjà été commandé.

**Description :**

Le SIRMOTOM (Syndicat de la Région de Montereau-Fault-Yonne pour le Traitement des Ordures Ménagères) a pour compétence la collecte des déchets ménagers et assimilés pour 39 communes représentant 55 008 habitants. Le traitement des ordures ménagères résiduelles et des collectes sélectives d'emballages ménagers et de papier est délégué au SYTRADEM (syndicat mixte de traitement des déchets ménagers). Depuis plusieurs années, le SIRMOTOM met en place toute une politique de réduction et de valorisation des biodéchets : compostage de proximité individuel et partagé (pour les établissements scolaires, centres de loisirs, cimetières, pieds d'immeubles et jardins partagés), lombricomposteurs, poules et broyage de déchets verts à domicile.

En complément, le SIRMOTOM souhaite expérimenter une collecte des biodéchets en apport volontaire à destination des habitants des centres-bourgs et des habitats collectifs, mais aussi pour certaines écoles pour lesquelles le compostage de proximité n'est pas possible.

Ainsi, le projet prévoit :

- la mise en place de dix points d'apports volontaires connectés et équipés d'un système d'accès qui permettront d'accueillir des bacs dédiés à la collecte des biodéchets (bacs 120 litres à fond rond) collectés et remplacés par des bacs propres à chaque opération de collecte ;

- l'acquisition de bioseaux ajourés (environ 12 litres) et des sacs en kraft à distribuer aux habitants volontaires, et de bioseaux de 23 litres pour les écoles ;  
- l'installation d'un broyeur et d'un composteur électromécanique (80 à 180 kg de biodéchets par jour, ce qui correspond à 160 litres de compost produit par jour) qui sera alimenté par les biodéchets broyés. Le compost produit sera distribué aux habitants.

Le SIRMOTOM prévoit de mettre en place plusieurs moyens de sensibilisation et de communication : lors de la remise des bioseaux ou d'ateliers de jardinage, via un numéro vert, une page Internet... Les partenaires mobilisés sont les communes, écoles et bailleurs concernés. Un comité de pilotage sera mis en place auquel participera la Région.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition de l'ensemble du matériel nécessaire à l'expérimentation : points d'apport volontaire, bioseaux, bacs de collecte, composteur électromécanique et matériel nécessaire à son fonctionnement, broyeur...

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de valorisation matière et organique des déchets ménagers et assimilés et de généralisation du tri à la source des déchets organiques au plus tard en 2025, sachant que la loi AGECL (loi anti-gaspillage et économie circulaire de février 2020) ramène cette obligation au 31 décembre 2023.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif zéro déchet et économie circulaire et de la mesure IV : 35% des dépenses éligibles en investissement.

#### Localisation géographique :

- CANNES-ECLUSE
- MONTEREAU-FAULT-YONNE
- VARENNES-SUR-SEINE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de matériels et équipements	119 245,20	100,00%
Total	119 245,20	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	41 735,82	35,00%
Fonds propres	41 735,88	35,00%
ADEME (montant prévisionnel)	35 773,50	30,00%
Total	119 245,20	100,00%

**DOSSIER N° EX061528 - Mise en œuvre de l'économie circulaire dans un chantier de requalification urbaine à Chelles (77)**

**Dispositif** : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-72-20421-172001-1700

Action : 17200106- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	146 350,00 € HT	30,00 %	43 905,00 €
Montant total de la subvention			43 905,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SA D'HLM ICF LA SABLIERE

Adresse administrative : 24 RUE DE PARADIS  
75010 PARIS

Statut Juridique : Société Anonyme

Représentant : Monsieur Patrick JEANSELME, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 février 2022 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les études doivent démarrer dès le mois de février 2022.

**Description :**

ICF Habitat la Sablière (Société Immobilière des Chemins de Fer Français) est propriétaire d'un ensemble immobilier typique des cités-jardins édifiées pendant la 1ère moitié du XXème siècle. Il s'agit du quartier des Arcades Fleuries à Chelles. Le parc de logements est vieillissant, et ICF a décidé de le requalifier. Au vu de la très faible qualité des bâtiments actuels, une réhabilitation aurait été trop coûteuse et pas assez performante par rapport aux objectifs de qualité visés par ICF. Le projet prévoit donc la démolition des 321 logements existants et la création de 566 logements, répartis entre 320 logements locatifs sociaux et 246 logements destinés à l'accession.

Le réemploi des matériaux présents sur site constitue un des enjeux majeurs du projet. Un diagnostic PMD (produits matériaux déchets) comportant un volet ressources a été réalisé et a permis d'estimer la qualité des équipements et matériaux en vue de leur réemploi. Les éléments de second œuvre seront récupérés et valorisés par réemploi ou recyclage. Les structures en béton ont été analysées pour en estimer le potentiel de recyclage et de réutilisation. Une charte chantier faibles nuisances viendra compléter la démarche et permettra de limiter les impacts du projet.

ICF Habitat s'est fixé des objectifs :

- valoriser 70 % des terres inertes ;
- valoriser 93 % des déchets inertes et des déchets non dangereux et non inertes ;
- réemployer le maximum de matériaux et produits issus de la déconstruction des logements existants (taux de réemploi variables selon les matériaux concernés).

Afin de renforcer la démarche d'économie circulaire sur la problématique des terres excavées, ICF va réaliser 2 études pré-opérationnelles sur les terres, dont une sur le réemploi des terres prioritairement sur site et hors site et une autre sur la valorisation des terres avec la création d'un éco produit (terre végétale...).

La Région apporte son soutien financier à :

- la prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage spécialisée en économie circulaire pour accompagner la mise en œuvre de la déconstruction sélective en vue du réemploi ;
- les études pré-opérationnelles concernant la valorisation des terres.

Des réunions de suivi du projet et de restitution des études seront organisées auxquelles la Région participera.

Ce projet s'inscrit dans les objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) relatifs aux déchets du BTP (bâtiment et travaux publics) : réduction de 15 % des déchets inertes (dont les déblais ou terres) et de 10 % des déchets non dangereux non inertes en 2031 par rapport à 2015, valoriser à 75 % en 2025 et 85 % en 2031 les déchets du BTP, et valoriser à 80 % en 2025 et 90 % en 2031 les déblais inertes ou terres inertes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif zéro déchet et économie circulaire et de la mesure III : 50 % des dépenses éligibles en investissement.

#### Localisation géographique :

- CHELLES

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Assistance à maîtrise d'ouvrage spécialisée en économie circulaire	49 200,00	33,62%
Etudes pré opérationnelles « terres excavées »	97 150,00	66,38%
Total	146 350,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	43 905,00	30,00%
Fonds propres	102 445,00	70,00%
Total	146 350,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise



**DOSSIER N° EX062053 - Étude de faisabilité pour la création d'une ressourcerie sur la Vallée du Loing (77)**

**Dispositif** : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-72-204181-172001-1700

Action : 17200106- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	15 000,00 € HT	50,00 %	7 500,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		7 500,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SMETOM DE LA VALLEE DU LOING  
Adresse administrative : 13 RUE DES ETANGS  
77140 SAINT PIERRE LES NEMOURS  
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Unique  
Représentant : Madame Valérie LACROUTE, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 17 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le SMETOM a prévu de lancer l'étude dès que possible début janvier 2022, car les résultats auront un impact sur un autre projet en cours qui concerne le réaménagement d'un site qui devrait inclure, entre autres, la ressourcerie.

**Description :**

Le SMETOM (Syndicat Mixte pour l'Enlèvement et le Traitement des Ordures Ménagères) de la Vallée du Loing gère la collecte et le traitement des déchets sur un territoire semi-rural de 29 communes et environ 45 000 habitants. La compétence traitement a été transférée au Syndicat Mixte Beauce Gatinais Valorisation (BGV) et au Syndicat Intercommunal de Collecte et de Traitement des Résidus Ménagers de la vallée du Loing (SICTRM). Tous flux confondus, ce sont près de 600 kg par habitant et par an de déchets qui sont collectés (porte-à-porte, apport volontaire, déchèteries).

Une étude de caractérisation menée en déchèterie en septembre 2021 a montré un fort potentiel de déchets réemployables jetés faute d'alternative locale : 300 tonnes par an de gisement réemployable sur la plus grande déchèterie du territoire, hors vaisselle et déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE).

Ainsi, le SMETOM souhaite créer une ressourcerie. C'est l'association Au Grenier du Loing qui a été retenue pour porter le projet ; elle a pour objectif d'intégrer le champ de l'IAE (insertion par l'activité économique). Le lieu d'implantation se trouve sur la commune de Saint Pierre lès Nemours.

Avant de lancer ce projet, le SMETOM souhaite s'assurer de sa faisabilité et élaborer son plan d'action du point de vue administratif, juridique, financier et technique.

Un comité de pilotage sera mis en place pour l'étude de faisabilité qui sera réalisée par le Réseau des Ressourceries.

Cette dernière définira les modalités de suivi et les indicateurs retenus (tonnage réemployé, tonnage réutilisé, tonnage collecté à domicile / sur appel, nombre d'emplois créés, taux de valorisation, nombre d'actions de sensibilisation et nombre de personnes touchées, bilan financier...).

La Région apporte son soutien financier à la réalisation de l'étude de faisabilité.

Ce projet s'inscrit dans les objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) suivants :

- réduire les déchets ménagers et assimilés de 10 % en 2025 par rapport à 2010 ;
- doubler l'offre de réemploi, réutilisation et réparation en 2031.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif zéro déchet et économie circulaire et de la mesure II : 50 % des dépenses éligibles en investissement.

#### Localisation géographique :

- SAINT-PIERRE-LES-NEMOURS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude de faisabilité	15 000,00	100,00%
Total	15 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	7 500,00	50,00%
ADEME	4 500,00	30,00%
Fonds propres	3 000,00	20,00%
Total	15 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX062285 - Création d'un atelier de réparation/remise en état de cycles par la Recyclerie du Gâtinais (91)**

**Dispositif** : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-72-20421-172001-1700

Action : 17200106- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	50 879,00 € TTC	30,00 %	15 263,70 €
Montant total de la subvention			15 263,70 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : RECYCLERIE DU GATINAIS  
Adresse administrative : 45 RUE DE L'ESSONNE  
91720 PRUNAY SUR ESSONNE  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Madame Sandrine MASIN, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 25 mars 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Créée en février 2012, la Recyclerie du Gâtinais est installée à Prunay-sur-Essonne, au sein du centre artisanal Jean-Michel Daudu réalisé sur une friche industrielle et porté par la Société Publique Locale (SPL) S.I.G.A.L. La Recyclerie du Gâtinais a pour objet spécifique « l'insertion des personnes rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières, à travers des activités d'utilité sociale mises en œuvre dans une approche de développement durable ».

Son secteur géographique d'activité est principalement constitué des cinq Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) du sud Essonne : Communauté de Communes des 2 Vallées, Communauté de Communes du Val d'Essonne, Communauté d'Agglomération de l'Etampois Sud Essonne, Communauté de Communes entre Juine et Renarde et Communauté de Communes du Dourdannais en Hurepoix.

L'association souhaite créer un atelier vélo. Annuellement elle prévoit de récupérer/collecter, dans un premier temps, 200 pièces par an. D'après les résultats des structures existantes, 60 pourront faire l'objet d'une revente après réparation et 140 seront démontés pour alimenter le stock de pièces détachées ou recyclés suivant les filières appropriées. Au bout de 5 ans, cette nouvelle activité porterait à 275 tonnes par an la quantité de déchets évitée et détournée des déchèteries par l'activité globale de la Recyclerie.

Le démarrage de l'atelier vélo nécessitera de créer un poste d'encadrant spécialisé cycle, avec comme objectif l'embauche d'un poste supplémentaire au terme de 5 ans. L'effectif des CDI sera quant à lui dans un premier temps constant pour passer à 30 ETP en 2026.

La Région apporte son soutien financier aux investissements nécessaires à l'ouverture de l'atelier vélo détaillé dans le plan de financement prévisionnel (fontaine de nettoyage, racks métalliques, postes à soudure, marquage Bicycode ...).

Du fait de son activité, ce nouveau projet répondra à l'objectif de la SREC et du PRPGD de doubler l'offre de réemploi, de réutilisation, de réparation.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Au titre du dispositif zéro déchet et économie circulaire et de la mesure II : 35 % des dépenses éligibles en investissement.

**Localisation géographique :**

- PRUNAY-SUR-ESSONNE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
------------------------------------------------------------------

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements et matériels (Fontaine Nettoyage, compresseur, soudure, établis...)	50 879,00	100,00%
Total	50 879,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	15 263,70	30,00%
ADEME	25 145,00	49,42%
Fonds propres	10 470,30	20,58%
Total	50 879,00	100,00%

**DOSSIER N° EX061417 - Etude de conteneurisation des déchets alimentaires sur le territoire de Grand Paris Seine Ouest (92)**

**Dispositif** : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-72-204141-172001-1700

Action : 17200106- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	624 252,00 € HT	16,02 %	100 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		100 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : GRAND PARIS SEINE OUEST

Adresse administrative : 9 RTE DE VAUGIRARD  
92190 MEUDON

Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple

Représentant : Monsieur Pierre-Christophe BAGUET, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 février 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les études de conteneurisation démarrent dès le 1er février 2022.

**Description :**

L'Etablissement Public Territorial Grand Paris Seine Ouest (GPSO) exerce la compétence collecte des déchets ménagers et assimilés pour 8 communes représentant 322 928 habitants.

GPSO propose l'ensemble des dispositifs de compostage (compostage de pavillon, compostage en pied d'immeuble, compostage de quartier, lombricompostage) à ses habitants et mène avec le SYCTOM une expérimentation de la collecte des déchets alimentaires sur les communes de Ville-d'Avray et Marnes-la-Coquette pour les producteurs ménagers et non ménagers, dont 8 écoles et 3 marchés alimentaires. Les déchets collectés sont méthanisés.

Dans le cadre du renouvellement de son marché de collecte, GPSO a réalisé une étude d'optimisation de son service public de gestion des déchets, couplée à une étude sur le tri à la source des biodéchets, et a acté le déploiement progressif de la collecte des déchets alimentaires sur l'ensemble de son territoire de fin 2022 à début 2025. Pour ce faire, une étude de conteneurisation doit être réalisée, afin de déterminer exactement le nombre de bacs à déployer par adresse (selon le nombre de logements, le nombre de locaux poubelles, la nécessité d'externaliser les bacs déchets alimentaires en cas de manque de place...). Par ailleurs, cette enquête sera couplée à une mise à jour de la base de dotation en bacs (contacts, nombre de bacs pour les ordures ménagères et pour la collecte sélective) et à la campagne de puçage des bacs d'ordures ménagères et des collectes sélectives (mise en place de la pesée embarquée dans le nouveau marché de collecte).

La Région apporte son soutien financier à la réalisation de l'étude de conteneurisation.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de valorisation matière et organique des déchets ménagers et assimilés et de généralisation du tri à la source des déchets organiques au plus tard en 2025, sachant que la loi AGECL (loi anti-gaspillage et économie circulaire de février 2020) ramène cette obligation au 31 décembre 2023.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Au titre du dispositif économie circulaire et déchets et de la mesure IV : le taux maximum est de 50 % et la subvention régionale est plafonnée à 100 000 €.

**Localisation géographique :**

- GRAND PARIS SEINE OUEST (EPT3)

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
------------------------------------------------------------------

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude de conteneurisation	624 252,00	100,00%
Total	624 252,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	100 000,00	16,02%
Fonds propres	524 252,00	83,98%
Total	624 252,00	100,00%

**DOSSIER N° EX061523 - Généralisation de la collecte des biodéchets dans les restaurants scolaires et le restaurant municipal de Courbevoie (92)**

**Dispositif** : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-72-204141-172001-1700

Action : 17200106- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	195 780,00 € HT	35,00 %	68 523,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		68 523,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE COURBEVOIE  
Adresse administrative : VILLE DE COURBEVOIE  
92401 COURBEVOIE  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur Jacques KOSSOWSKI, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Nécessité d'équiper les cantines scolaires au plus tôt.

**Description :**

La ville de Courbevoie (83 136 habitants) gère 36 restaurants scolaires et un restaurant administratif. La ville a signé en 2019 la charte des territoires sans perturbateurs endocriniens ainsi qu'une charte alimentation dont le 14ème engagement concerne la réduction du gaspillage alimentaire (création d'une commission des menus des enfants, participation à la journée Nationale dédiée à la lutte contre le gaspillage alimentaire, partenariat avec l'épicerie solidaire...).

En 2015 certains restaurants scolaires ont fait l'objet d'une expérimentation de collecte des déchets alimentaires. C'est l'entreprise Moulinot qui collecte ces derniers depuis 2018, ainsi que la cuisine centrale communale. Les déchets alimentaires sont méthanisés. De plus, depuis 2018, une collecte expérimentale de biodéchets est également en place sur 3 marchés. Celle-ci a été mise en place par l'Etablissement Public Territorial Paris Ouest La Défense (POLD) et le SYCTOM de l'agglomération parisienne (syndicat de traitement)

Dans le cadre de cette dynamique, la ville souhaite équiper l'ensemble de ses restaurants en tables de tri connectées avec pesée embarquée. Afin d'impliquer au maximum les élèves, ces derniers pourront utiliser des écrans tactiles pour donner leur avis sur le repas après avoir trié leur plateau. Ainsi, la commune pourra suivre les indicateurs suivants : poids total jeté, coûts en euros du gaspillage, moyenne par personne, degré de satisfaction des convives ; avec pour objectif de réduire les déchets alimentaires collectés de 25 % en 2023 et de 50 % en 2025.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition de 34 tables de tri connectées et de 10 chariots mobiles avec pesée connectée.

Ce projet s'inscrit dans 2 objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) suivants : réduction du gaspillage alimentaire de 50 % en 2025 par rapport à 2015 et de 60 % en 2031, et généralisation du tri à la source des biodéchets au plus tard en 2025, sachant que la loi AGECL (loi anti-gaspillage et économie circulaire de février 2020) ramène cette obligation au 31 décembre 2023.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Au titre du dispositif zéro déchet et économie circulaire et de la mesure IV : 35 % des dépenses éligibles en investissement.

**Localisation géographique :**

- COURBEVOIE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
------------------------------------------------------------------

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition des tables de tri (batteries comprises)	169 280,00	86,46%
Acquisition de chariots mobiles	26 500,00	13,54%
Total	195 780,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	68 523,00	35,00%
Fonds propres	127 257,00	65,00%
Total	195 780,00	100,00%



**DOSSIER N° EX062238 - Déploiement d'un service de boîtes en verre consignées pour les commerces de Montreuil, Vincennes et Fontenay-sous-Bois (93)**

**Dispositif** : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-72-20421-172001-1700

Action : 17200106- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	90 125,00 € TTC	16,00 %	14 420,00 €
	Montant total de la subvention		14 420,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : CA NOUS EMBALLE  
Adresse administrative : 14 AVENUE PIERRE BROSOLETTTE  
94300 VINCENNES  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur ANTOINE LEGENDRE, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 24 mars 2022 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

L'association « Ça nous emballe souhaite lancer un projet « Paris Est-En Boîte Le Plat » d'abord dans les communes de Montreuil, Vincennes et Fontenay-sous-Bois pour le déployer ensuite dans d'autres villes franciliennes.

Le projet vise à créer et animer un réseau de commerces qui proposent des contenants consignés, pour remplacer les emballages jetables dans la restauration à emporter, pour les pâtisseries, les mets chez les traiteurs, les produits à la coupe ou en vrac, ou encore les doggy-bag pour accompagner l'expérience de lutte contre le gaspillage alimentaire. Pour cela, « Ça nous emballe » proposera :

- aux utilisateurs : une carte interactive en ligne référençant tous les commerces membres du réseau où ils peuvent déposer leur contenant et récupérer la consigne ;
- aux commerces : les contenants adaptés à un réseau accessible grâce à un abonnement, le réapprovisionnement sur demande en vélocargo et le suivi de la démarche.

En parallèle, l'association sensibilisera des usagers à la problématique des déchets liés aux emballages à usage unique, ceci au travers de stands de sensibilisation devant les commerces partenaires et des interventions dans les entreprises, les écoles, les universités, les salons ...

L'objectif de cette structure est d'avoir, d'ici 2023, 150 commerces membres et 21 500 contenants en circulation dans l'est-francilien afin d'éviter 70 000 emballages à usage unique mensuellement, et de créer 2 emplois à temps plein.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition des contenants et des caisses consignés, des vélocargos et ses équipements, équipements de sensibilisation.

Ce projet s'inscrit dans les objectifs du PRPGD (Plan régional de prévention et de gestion des déchets d'Île-de-France) de déploiement de la consigne pour réemploi sur le territoire francilien et contribue à la proposition COP n°122.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif économie circulaire et de la mesure II : 35 % du montant des dépenses éligibles.

#### Localisation géographique :

- MONTREUIL
- FONTENAY-SOUS-BOIS
- VINCENNES

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Contenants et caisses consignés	80 870,00	89,73%	Région Île-de-France	14 420,00	16,00%
Vélocargo de collecte et son équipement	6 495,00	7,21%	Fonds propres	16 701,00	18,53%
Equipements de sensibilisation	2 760,00	3,06%	ADEME (prévisionnel)	45 034,00	49,97%
Total	90 125,00	100,00%	Ville de Vincennes	3 700,00	4,11%
			Financement privé (prévisionnel)	10 270,00	11,40%
			Total	90 125,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets

**DOSSIER N° EX062230 - Substitution des barquettes en plastiques jetables pour les repas du portage à domicile par des contenants réutilisables à Fontenay-Sous-Bois (94)**

**Dispositif** : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-72-204141-172001-1700

Action : 17200106- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	210 368,00 € HT	23,44 %	49 310,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		49 310,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE FONTENAY-SOUS-BOIS  
Adresse administrative : 4 ESPLANADE LOUIS BAYEURTE  
94120 FONTENAY SOUS BOIS  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur Jean-Philippe GAUTRAIS, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2021 - 1 septembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La première tournée à titre d'expérimentation a été lancée en septembre 2021.

**Description :**

La ville de Fontenay-sous-Bois propose, par l'intermédiaire de son Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) et de son service de la restauration, une prestation de livraison de repas à domicile, pour les personnes âgées et/ou dépendantes, jusqu'à présent conditionnés dans des barquettes jetables en plastique PET.

La ville souhaite remplacer ces barquettes de plastique jetables par des barquettes réutilisables de taille équivalente mais en inox micro-ondable. Ces barquettes seront récupérées auprès des personnes âgées bénéficiaires, en même temps que la livraison du repas du jour, pour être lavées à la cuisine centrale puis réutilisées lors des repas des jours suivants. L'expérimentation a commencé en septembre 2021. Le premier bilan a été réalisé en novembre 2021 avec des retours très positifs de la part des utilisateurs mais aussi les professionnels de terrain (les chauffeurs livreurs, les coordinateurs, les cuisiniers).

A la suite de cette expérimentation, la ville de Fontenay-sous-Bois a décidé d'étendre sa démarche de substitution des barquettes de plastique jetables par des barquettes réutilisables en inox aux quatre tournées à domicile jusqu'en 2024. Cela représente 160 à 180 repas quotidiens, ou 50 000 repas par an servis dans 200 000 barquettes individuelles, soit une réduction de 2 tonnes de déchets plastique par an.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition des barquettes en inox, du tunnel de lavage adapté et de 4 véhicules correspondant aux 4 tournées correctement dimensionnés à la logistique retour.

Ce projet s'inscrit dans les objectifs du PRPGD (Plan régional de prévention et de gestion des déchets d'Île-de-France) de réduction des déchets ménagers et assimilés (-10% en 2025 par rapport à 2010) et de déploiement de la consigne pour réemploi sur le territoire francilien.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Au titre du dispositif économie circulaire et de la mesure II :

- 35 % du montant des dépenses éligibles en investissement pour l'achat des contenants et du tunnel de lavage
- 15 % du montant des dépenses éligibles en investissement pour l'achat des véhicules

**Localisation géographique :**

- FONTENAY-SOUS-BOIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
------------------------------------------------------------------

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Barquettes en inox	48 768,00	23,18%
Tunnel de lavage	40 000,00	19,01%
Véhicules	121 600,00	57,80%
Total	210 368,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	49 310,00	23,44%
Fonds propres	107 158,00	50,94%
ADEME	53 900,00	25,62%
Total	210 368,00	100,00%

**DOSSIER N° EX062215 - Création d'une recyclerie à Saint-Mandé (94)**

**Dispositif** : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-72-20421-172001-1700

Action : 17200106- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	498 401,00 € TTC	30,00 %	149 520,30 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		149 520,30 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : TOU'S'RESSOURCE

Adresse administrative : 33 RUE PEPIN  
93100 MONTREUIL

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame CECILE SAINTE FARE GARNOT, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 avril 2022 - 30 septembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Le potentiel de réemploi sur le territoire communal est estimé à 71,91 tonnes par an.

Ce projet permettra :

- de mettre en place une collecte textile, de livres et jeux pour enfants, de petits objets et bibelots et de petit mobilier en vue de leur réemploi/réparation ;
- de développer des actions de sensibilisation sous la forme d'ateliers de réparation (petits objets, textiles et vélo) et sur des ateliers créatifs (couture, tricot, crochet, arts plastiques) ;
- d'insérer des personnes en situation de handicap mental ;
- de développer en partenariat avec l'ESAT de l'Institut de Val Mandé : l'accueil des travailleurs de l'ESAT au sein de la future recyclerie et mener une collaboration dans le cadre des ateliers tapisserie et menuiserie de l'ESAT.

Le local qui accueillera l'activité de recyclerie est une ancienne serrurerie de 251 m<sup>2</sup> dans le centre-ville de Saint-Mandé.

En termes d'emploi, le projet entend créer dans un premier temps un poste de direction de la structure, un poste de coordination et d'accompagnement, un poste d'alternant en communication, quatre postes de travailleurs ESAT étant équivalent à 2 ETP.

La Région Île-de-France apporte son soutien financier aux travaux de gros et de second œuvre dans le local occupé ainsi que pour l'achat des équipements nécessaires à cette activité.

Ce projet contribue à l'atteinte de l'objectif régional de Réduire les déchets ménagers et assimilés de 10 % d'ici 2025 par rapport à 2010 (en kg/hab) et à l'objectif de doubler le nombre de structures de réemploi à l'horizon 2031 inscrits au PRPGD (Plan Régional de prévention et de gestion des déchets).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Au titre du dispositif II - développer le réemploi, la réutilisation et la réparation : 35 % des dépenses éligibles en investissement.

**Localisation géographique :**

- SAINT-MANDE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
------------------------------------------------------------------

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de gros œuvre et menuiseries extérieures	122 992,00	24,68%
Travaux de second œuvre	189 909,00	38,10%
Aménagement	60 000,00	12,04%
Monte-charge	54 488,00	10,93%
AMO architecte suivi des travaux	30 000,00	6,02%
Equipements ressourcerie	41 012,00	8,23%
Total	498 401,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	149 520,30	30,00%
SYCTOM	149 520,30	30,00%
EPT Paris Est Marne & Bois	99 680,20	20,00%
Fonds propres	99 680,20	20,00%
Total	498 401,00	100,00%

**DOSSIER N° EX061361 - Programme d'économie circulaire inter chantier (95)**

**Dispositif** : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-72-204181-172001-1700

Action : 17200106- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	16 100,00 € HT	50,00 %	8 050,00 €
Montant total de la subvention			8 050,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : GRAND PARIS AMENAGEMENT

Adresse administrative : 11 RUE DE CAMBRAI  
75019 PARIS

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial

Représentant : Monsieur STEPHANE DE FAY, Directeur général

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 28 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le programme de rénovation doit débuter dès le mois de janvier

**Description :**

Grand Paris Aménagement (GPA) est un établissement public, opérateur foncier et aménageur urbain, qui intervient sur tout le territoire francilien pour le compte des collectivités franciliennes dans la réalisation de leurs projets urbains, de l'étude à la conception et jusqu'à l'exécution.

GPA intervient pour le compte de la ville de Garges-lès-Gonesse (95) dans le cadre d'une opération de rénovation urbaine au sein du quartier « Dame Blanche Nord » qui s'étend sur 25 hectares. Dans cette opération :

- le bailleur I3F est le propriétaire des logements du quartier et intervient sur l'espace privé ;
- Grand Paris Aménagement (GPA) est l'aménageur de la future ZAC et intervient sur l'espace public du quartier ;
- la ville de Garges-lès-Gonesse est pilote du projet NPNRU et réalise les nouveaux équipements publics. Les autres partenaires sont l'ANRU et la communauté d'agglomération Roissy Pays de France (porteur de projet NPNRU).

L'objectif de ce projet est de mettre en réseau les différents projets afin de trouver les synergies interchantiers pour créer des boucles d'économie circulaire/nouvelles filières de valorisation des déchets. Il s'agit de :

- diagnostiquer l'ensemble des ressources disponibles sur les bâtiments à déconstruire et appliquer aux opérations de renouvellement urbain et particulièrement aux chantiers sous maîtrise d'ouvrage de Grand Paris Aménagement une méthodologie de déconstruction/reconstruction innovante en mettant en pratique l'économie circulaire ;

- accompagner la déconstruction afin de permettre la réutilisation maximale des composants et matériaux issus de la déconstruction ;
- mettre en place les filières locales permettant le réemploi et le recyclage des composants et matériaux du bâtiment déconstruit, et d'en maximiser la valeur d'usage ou de revente en lien étroit avec le territoire de Roissy Pays de France travaillant sur ces mêmes enjeux ;
- formuler des éco-matériaux normés à partir des matériaux déconstruits qui pourront servir à la reconstruction de nouveaux bâtiments ;
- apporter la plus grande contribution économique possible par réduction des coûts du projet et valorisation des composants et matériaux des bâtiments déconstruits ;
- installer durablement une méthodologie innovante d'aménagement du territoire à l'échelle des chantiers de GPA.

La Région Île-de-France apporte son soutien financier à l'assistance à maitre d'ouvrage nécessaire pour mettre en œuvre ce programme d'économie circulaire interchantier sur l'opération « Dame Blanche Nord » à Garges-lès-Gonesse (95).

Ce projet contribue à l'atteinte de l'objectif régional de réduction de 15 % du gisement de déblais inertes et autres déchets inertes par rapport à 2015 et de 10 % du gisement de déchets non inertes, non dangereux par rapport à 2015 inscrits au PRPGD (Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets) et de la proposition n°113 de la COP régionale pour le Climat visant à « Soutenir 50 projets chantier circulaire dans le BTP ».

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif III : Mettre l'économie circulaire au cœur de l'aménagement, de la construction et des chantiers franciliens : 50 % des dépenses éligibles pour les études de faisabilité ou pré-opérationnelles.

#### Localisation géographique :

- GARGES-LES-GONESSE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
AMO programme d'économie circulaire interchantier	16 100,00	100,00%
Total	16 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	8 050,00	50,00%
Fonds propres	8 050,00	50,00%
Total	16 100,00	100,00%



**DOSSIER N° EX062211 - Projet ELISE - processus innovant de tri des mélanges de métaux non ferreux (95)**
**Dispositif** : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-72-20421-172001-1700

Action : 17200106- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	2 335 198,49 € HT	10,71 %	250 000,00 €
<b>Montant total de la subvention</b>			<b>250 000,00 €</b>

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : METAUX 116 SOREVO ENVIRONNEMENT  
 Adresse administrative : 10 CHEMIN D'ERAGNY  
 95550 BESSANCOURT  
 Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées  
 Représentant : Monsieur ERIC DE L'ETOILLE, Président directeur général

**PRESENTATION DU PROJET**
**Dates prévisionnelles** : 1 décembre 2021 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux doivent démarrer le plus rapidement possible et permettre à l'outil de production d'entrer en fonction.

**Description :**

L'entreprise « Métaux 116 Sorevo Environnement » est spécialisée dans le tri et le recyclage de matériaux et la valorisation de déchets d'activités économiques. L'entreprise possède deux sites de production : un site à Bessancourt (95) et un site à Gennevilliers (92). Les déchets/matières traitées par Sorevo sont notamment :

- les plastiques, les papiers et de cartons usagés pour leur mise en balle ;
- les ferrailles et les métaux non ferreux : broyage de câbles pour la production de grenaille de cuivre (Origine France Garantie), broyage et le cisailage de ferrailles.

Le projet « Élise » doit permettre à SOREVO de devenir le premier recycleur en capacité de réaliser le tri du ZORBA et du ZURIK sur le territoire français. Ce tri sera réalisé sur son site de Bessancourt (95) :

- le Zorba est un mélange d'aluminium, cuivre, laiton, plomb et zinc qui est actuellement exporté par Sorevo à des recycleurs étrangers (en Asie principalement) qui assurent un tri plus fin pour séparer chaque matériau de façon à pouvoir les recycler ;
- le Zurik est un mélange de câbles, d'inox, de plastique, de bois et de verre qui est actuellement exporté en Belgique où un tri plus fin est réalisé pour séparer chaque matériau afin de pouvoir les recycler.

Afin d'être en mesure de réaliser le tri du Zurik et du Zorba, SOREVO doit investir :

- dans des machines pour préparer les entrants et optimiser leurs caractéristiques (taille, forme) : courant de Foucault, processus de broyage / cisailage ;
- dans des machines innovantes de tri par rayons X.

Il est à noter qu'à l'issue du tri de ces deux mélanges, il subsiste toujours une partie de déchets ultimes qui est enfouie.

Les objectifs du projet sont les suivants :

- création et structuration d'une filière française de tri du Zurik et du Zorba : deux flux de déchets qui ne sont pas valorisés en France actuellement ;

- réduction de l'utilisation des matières premières ;
- mise en œuvre des process innovants de tri afin d'obtenir des matières recyclées de plus grande qualité et consommables par les fonderies françaises voire européennes ;
- augmentation de la volumétrie de déchets traités ;
- réduction de la quantité de matières premières de recyclage enfouie ;
- développement des circuits courts et de l'économie circulaire pour contribuer à l'indépendance et la souveraineté de la France vis-à-vis de certains matériaux critiques : acier, aluminium, cuivre, zinc.

Le projet va permettre la création de 5 emplois directs pérennes non délocalisables.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition d'équipements de préparation des entrants, de tri et la réalisation des casiers de stockage pour les matières à trier.

Ce projet contribue à l'atteinte de l'objectif régional de 60% de valorisation matière des DNDNI en 2025 et de 65 % en 2031 inscrit au PRPGD (Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif IV - Relever le défi du tri et du recyclage matière et organique : 35 % des dépenses éligibles en investissement, avec un plafond d'aide à 250 000 €.

#### Localisation géographique :

- BESSANCOURT

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Machine de cisailage	88 987,99	3,81%
Machine de tri par courants de Foucault	150 000,00	6,42%
Machine de tri par rayon X	1 996 000,00	85,47%
Casiers en Légiobloc	100 210,50	4,29%
Total	2 335 198,49	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	250 000,00	10,71%
Fonds propres	1 050 957,73	45,01%
ADEME national (prévisionnel)	855 000,76	36,61%
Plan de relance - ASP Industrie du futur	179 240,00	7,68%
Total	2 335 198,49	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets

**DOSSIER N° EX062493 - Développement d'un programme d'accompagnement à la réduction des déchets du secteur tertiaire**

**Dispositif** : Zéro déchet et économie circulaire (fonctionnement) (n° 00000356)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 937-72-6574-172001-1700

Action : 17200107- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (fonctionnement)	56 200,00 € HT	20,00 %	11 240,00 €
Montant total de la subvention			11 240,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : MAISON DU ZERO DECHET

Adresse administrative : 1 PASSAGE EMMA CALVE  
75012 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame MANON CUILLE, Directrice

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 30 mars 2022 - 30 avril 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Chaque salarié de bureau produit en moyenne entre 120 et 140 kg de déchets par an sur son lieu de travail, dont 80 % sont recyclables mais loin d'être tous recyclés. Selon une enquête menée en 2019 par « Riposte verte », 83 % des collaborateurs pensent que la gestion des déchets n'est pas optimale dans leur bureau, et 97 % d'entre eux se déclarent prêts à changer certaines procédures de travail pour améliorer le système de tri.

Depuis plusieurs années, l'association « La Maison du Zéro Déchet » accompagne les professionnels dans la mise en place de stratégie « zéro déchet ». De ce fait, elle a pu développer une expertise sur les déchets de bureau et une méthodologie dans le conseil et l'accompagnement des petites et moyennes structures. Fort de cette expérience et afin de démultiplier son impact, la Maison du Zéro Déchet souhaite créer un programme collectif de réduction et de valorisation des déchets de fonctionnement (biodéchets, emballages, fournitures de bureau, matériel informatique, meubles, vaisselle, mégots, consommables...). Il alliera un accompagnement à la fois collectif et personnalisé avec une double approche d'accompagnement concret aux changements structurels et aux changements de comportements. Il s'adressera aux responsables des services généraux et des achats des structures du secteur tertiaire, en ciblant prioritairement les structures de l'enseignement supérieur, culturels et publiques qui disposent de peu de moyens pour mettre en place des démarches de ce type au sein de leur structure.

Le programme visera à accompagner entre 30 et 40 structures par an qui auront comme défi de réduire de 20 % la production de déchets. L'accompagnement durera 6 mois et commencera avec une première étape de diagnostic pour quantifier et qualifier les déchets mais aussi évaluer les pratiques internes en matière de prévention et gestion des déchets.

Il sera ensuite rythmé par des formations et ateliers thématiques, des visites de structures exemplaires, des rencontres avec des porteurs de projets et structures de l'économie circulaire en Île-de-France. Un suivi régulier et personnalisé sera proposé à chaque structure participante pour évaluer son progrès et l'accompagner dans la mise en place des actions.

A travers ce programme, la Maison du Zéro Déchet souhaite également créer une communauté et un centre de ressources en ligne pour les professionnels, afin de faciliter le partage d'expériences et de bonnes pratiques, et de mettre en accès libre un annuaire des acteurs, services et produits zéro déchet.

L'objectif sera de pouvoir décliner par la suite le programme par type de structures et secteurs d'activité et de concevoir une formation de formateurs/animateurs afin de déployer et d'essaimer ce programme sur tout le territoire de l'Île-de-France.

La Région apporte son soutien financier pour les moyens humains et les moyens de communication et pédagogiques (outil diagnostic déchet, outil collaboratif, production de guides et supports) nécessaires à l'élaboration du contenu du programme et au lancement du programme.

Ce projet s'inscrit dans les objectifs du PRPGD (Plan régional de prévention et de gestion des déchets d'Île-de-France) de mobilisation de l'ensemble des acteurs pour réduire les déchets, notamment des Déchets d'Activités Economiques.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif économie circulaire et de la mesure VII : 50 % du montant des dépenses éligibles.

#### Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de personnel	40 200,00	71,53%
Dépenses de communication et du matériel pédagogique	16 000,00	28,47%
Total	56 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	11 240,00	20,00%
Fonds propres	22 480,00	40,00%
ADEME (prévisionnel)	22 480,00	40,00%
Total	56 200,00	100,00%

## **Annexe n°2 Fiches projets Fonds propreté**

**DOSSIER N° EX062154 - Fonds propreté - Opérations de collecte des déchets sur les berges de la Marne par l'association River Protect (77)**

**Dispositif** : Fonds Propreté (investissement) (n° 00000977)

**Délibération Cadre** : CR127-16 modifiée du 07/07/2016

**Imputation budgétaire** : 907-72-20421-172001-1700

Action : 17200109- Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté (investissement)	11 100,00 € TTC	50,00 %	5 550,00 €
Montant total de la subvention			5 550,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : RIVER PROTECT  
Adresse administrative : 10 RUE DU BOURG  
77260 SAINTE AULDE  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur HERVE GIRAUD, Vice-président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 24 mars 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

L'association River Protect intervient sur les biefs de la Marne amont qui sont situés sur le territoire de la communauté d'agglomération de Coulommiers Pays de Brie. L'association collecte les déchets qui se trouvent dans la Marne et sur ses berges. L'objectif est de réduire la quantité de déchets qui stagnent ou convergent vers l'aval. River Protect mène également des opérations d'information, de partage d'expériences et de connaissances.

Pour mener ses opérations de collecte de déchets sur les berges, l'association a besoin de renforcer ses moyens logistiques :

- acquisition d'un véhicule adapté, d'une remorque, une tronçonneuse et d'un treuil ;
- acquisition d'un système de compresseur et de tuyaux perforés permettant de collecter les plastiques qui se trouvent dans le cours d'eau en les faisant converger vers les berges.

Les partenaires de l'association sont les communes, le SMITOM du Nord 77 (syndicat intercommunal en charge du traitement et de la valorisation des déchets ménagers et assimilés), les agriculteurs, les associations de sports nautiques (aviron, canoé-kayak), de pêche, de randonnée et la gendarmerie nationale.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition d'un véhicule et des équipements/matériels nécessaires à la collecte des dépôts sauvages se trouvant sur les berges et dans le cours d'eau.

Ce projet s'inscrit dans les objectifs de lutte contre les dépôts sauvages du plan « Île-de-France propre ».

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Au titre du fonds propreté – projets territoriaux : 80 % des dépenses éligibles en investissement

**Localisation géographique :**

- SEINE ET MARNE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
------------------------------------------------------------------

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Véhicule adapté	9 000,00	81,08%
Equipements et matériels (tronçonneuse, treuils, compresseurs, tuyaux)	2 100,00	18,92%
Total	11 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	5 550,00	50,00%
Fonds propres	5 550,00	50,00%
Total	11 100,00	100,00%

**DOSSIER N° EX062466 - Fonds propreté - Renforcement des moyens de lutte contre les dépôts sauvage au Perreux sur Marne (94)**

**Dispositif** : Fonds Propreté (investissement) (n° 00000977)

**Délibération Cadre** : CR127-16 modifiée du 07/07/2016

**Imputation budgétaire** : 907-72-204141-172001-1700

Action : 17200109- Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté (investissement)	65 240,00 € HT	60,00 %	39 144,00 €
Montant total de la subvention			39 144,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DU PERREUX SUR MARNE

Adresse administrative : PLACE DE LA LIBERATION  
94170 LE PERREUX SUR MARNE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Christel ROYER, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 23 mars 2022 - 30 novembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La ville du Perreux-sur-Marne est située dans le département du Val de Marne (94) et compte 34 185 habitants. Elle exerce la compétence Propreté/Nettoisement sur son territoire et assure la collecte des dépôts sauvages en régie. La compétence collecte des déchets ménagers et assimilés est exercée par l'EPT 10, Paris Est Marne et Bois.

La commune fait face quotidiennement à de nombreux dépôts sauvages laissés sur son territoire. Environ 450 tonnes de ces dépôts sont collectées chaque année sur le territoire de la commune.

La ville a d'ores et déjà mis en place des moyens et une série d'actions pour lutter contre les dépôts sauvages :

- mobilisation d'une équipe dédiée à la collecte des dépôts sauvages ainsi qu'un équipage supplémentaire chargé de collecter les sacs d'Ordures Ménagères déposés aux abords des points d'apport volontaire. Ces agents disposent également d'un logiciel et d'une tablette leur permettant de recenser, quantifier et photographier les dépôts sauvages collectés. Ces données permettent d'émettre des statistiques afin d'identifier les points noirs et de définir les volumes collectés à traiter et trier au centre de transfert ;
- interventions des éco-animateurs de l'Etablissement Public Territorial PEMB qui interviennent sur le territoire afin de sensibiliser les riverains des zones les plus touchées par ces dépôts sauvages réguliers et de les avertir des sanctions encourues en cas de constat de dépôts sauvages sur le domaine public ;



- réalisation de campagnes de communication visant à sensibiliser l'ensemble de la population sur les bonnes pratiques en matière de gestion des déchets, d'information sur les exutoires à leur disposition (telle que les déchetteries territoriales, les points d'apport volontaires...) ;
- mise à disposition des habitants d'une application dédiée aux signalements de dépôts sauvages sur la ville ;
- pose de panneaux pour avertir les riverains de l'interdiction de déposer des déchets sur l'espace public ainsi que sur les sanctions encourues en cas de flagrant délit constaté.

La ville souhaite renforcer son action en faisant l'acquisition d'un véhicule dédié à la collecte de ces dépôts sauvages. Le but de cette acquisition est de permettre aux agents de bénéficier d'un véhicule adapté, de plus grande capacité permettant d'optimiser les trajets vers le centre de transfert. Un tri préalable des déchets a lieu sur cette plateforme afin de recycler certains objets collectés. Cette acquisition permettra de réduire l'empreinte carbone liée à la collecte de ces dépôts et à optimiser le temps de collecte sur le territoire.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition d'un véhicule léger (utilitaire avec lève conteneur et benne compactrice) de collecte des dépôts sauvages.

Ce projet contribue à l'atteinte de l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de lutter contre les mauvaises pratiques et plus précisément contre les dépôts sauvages.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Au titre du fonds propreté – projets territoriaux : 80 % des dépenses éligibles en investissement

#### Localisation géographique :

- LE PERREUX-SUR-MARNE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition d'un véhicule léger	65 240,00	100,00%
Total	65 240,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	39 144,00	60,00%
Fonds propres	26 096,00	40,00%
Total	65 240,00	100,00%

**DOSSIER N° EX061362 - Fonds propreté : Renforcement de la lutte contre les dépôts sauvages par le Syndicat Azur (95)**

**Dispositif** : Fonds Propreté (investissement) (n° 00000977)

**Délibération Cadre** : CR127-16 modifiée du 07/07/2016

**Imputation budgétaire** : 907-72-204181-172001-1700

Action : 17200109- Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté (investissement)	331 852,85 € HT	60,00 %	199 111,71 €
Montant total de la subvention			199 111,71 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SYNDICAT AZUR  
Adresse administrative : 2 RUE DU CHEMIN VERT  
95100 ARGENTEUIL  
Statut Juridique : Syndicat Mixte  
Représentant : Monsieur Gilbert AH-YU, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 28 janvier 2022 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Au vu des délais de livraison des véhicules, le syndicat souhaite engager les dépenses le plus tôt possible.

**Description :**

Le syndicat AZUR est un syndicat Mixte de 163 300 habitants, situé dans le Val d'Oise (95), exerçant les compétences collecte et traitement des déchets. Les communes d'Argenteuil, de Bezons, de Corneilles en Parisis et de La Frette sur Seine adhèrent à celui-ci au titre de leur EPCI de rattachement. Les communes d'Argenteuil et de Bezons, parmi les quatre que composent le syndicat Azur, sont particulièrement touchées par les dépôts sauvages avec près de 3 000 tonnes collectées en 2020.

Le syndicat Azur assure, par convention, la collecte et le traitement des dépôts sauvages sur le territoire des villes d'Argenteuil et Bezons depuis le 1er janvier 2016. A l'appui de cette convention plusieurs actions de lutte contre les dépôts sauvages ont été mises en place :

- actualisation deux fois par an de la cartographie des points récurrents de dépôts sauvages (82 lieux identifiés sur les 2 villes en 2021) ;
- travail avec les services communication des villes afin de sensibiliser les habitants et les partenaires sur les différentes filières de traitement des déchets produits (panneaux d'affichages mobiles, campagne sur les panneaux d'affichage urbains, réseaux sociaux...) ;
- actions des 4 éco-conseillers qui ont pour mission d'identifier les producteurs de dépôts sauvages et de les sensibiliser aux bonnes pratiques ;

- actions des brigades de l'environnement des 2 communes qui sont assermentées et ont pour mission d'identifier les producteurs de dépôts sauvages, de les sensibiliser aux bonnes pratiques ou de les sanctionner (en 2020, la brigade de l'environnement de la ville d'Argenteuil a effectué 552 sensibilisations et a envoyé 235 courriers d'avertissements et 26 courriers de recouvrements)
- réalisation d'aménagements pour limiter les dépôts (9 aménagements réalisés depuis 2017 sur Argenteuil) ;
- utilisation de la vidéoprotection (180 caméras présentes sur le territoire d'Argenteuil) ;
- renforcement de la flotte de véhicules pour la collecte.

Le syndicat Azur souhaite accentuer ses actions, tout en améliorant l'efficacité de ses collectes par l'acquisition de deux nouveaux véhicules :

- un véhicule de collecte de 19 tonnes dédié à la collecte des encombrants et des dépôts sauvages ;
- un camion grue pour pouvoir collecter les dépôts les plus lourds et volumineux.

Ces deux véhicules ne sont pas disponibles en 'véhicule propre'

L'objectif annuel de réduction des collectes des dépôts sauvages a été fixé 2 136 tonnes/an, soit 178 tonnes par mois.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition de 2 véhicules de collecte des dépôts sauvages.

Ce projet contribue à l'atteinte de l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de lutter contre les mauvaises pratiques et plus précisément contre les dépôts sauvages.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Au titre du fonds propreté – projets territoriaux : 80 % des dépenses éligibles en investissement

#### Localisation géographique :

- ARGENTEUIL
- BEZONS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition d'un camion 19 T avec benne OME	151 852,85	45,76%
Acquisition d'un camion grue	180 000,00	54,24%
Total	331 852,85	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	199 111,71	60,00%
Fonds propres	132 741,14	40,00%
Total	331 852,85	100,00%

## **Annexe n°3 Fiche-projet soutien Tête de Réseau**

**DOSSIER N° 22002267 - Economie circulaire dans le secteur du sport – Comite francilien de l'économie circulaire**

**Dispositif** : Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (n° 00000446)

**Délibération Cadre** : CR108-13 du 21/11/2013

**Imputation budgétaire** : 937-71-6574-171008-1700

Action : 17100803- Soutien aux associations et organismes œuvrant pour l'environnement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien des structures dans le secteur de l'environnement	96 020,00 € TTC	10,41 %	10 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		10 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : OREE ORGAN POUR RESPECT ENVIRON  
DS ENTREPRISE  
Adresse administrative : 42 RUE DU FBG POISSONNIERE  
75010 PARIS  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Madame Patricia SAVIN, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La préparation des actions du comité francilien de l'économie circulaire prévues pour l'année 2022 (publications et événements) doit débuter en début d'année.

**Description :**

ORÉE, association multi-acteurs créée depuis plus de vingt ans, réunit au sein d'un réseau, des membres issus d'univers différents (entreprises, collectivités territoriales, institutions, centres de recherche, associations professionnelles et environnementales, etc.), qu'elle fédère et accompagne autour d'une réflexion partagée sur les meilleures pratiques environnementales. Une des trois priorités d'ORÉE est l'économie circulaire (incluant l'éco-conception, le recyclage et l'écologie industrielle et territoriale).

Initié et animé par ORÉE, le comité francilien de l'économie circulaire est un groupe de réflexion, de collaboration et d'action pour promouvoir l'économie circulaire en Île-de-France. Il réunit des responsables de l'ADEME Île-de-France, les Canaux, la CCI Paris Île-de-France, le CEREMA, la Région Île-de-France, la CRESS, la DIRECCTE Île-de-France, la DRIEE Île-de-France, l'Institut Paris Region, la Métropole du Grand Paris, ORÉE, le TEDDIF et la Ville de Paris.

Sont au cœur du projet du comité francilien de l'économie circulaire :

- la consolidation et la mise en œuvre d'une vision globale sur la transition de l'Île-de-France vers une économie circulaire par un échange d'informations, de compétences et de ressources ;
- le soutien des politiques des territoires franciliens en faveur d'une économie circulaire par le développement d'outils transversaux et d'actions multipartites ;
- la valorisation des actions des entreprises, des associations et des collectivités d'Île-de-France engagées dans des modèles d'économie circulaire.

Le comité francilien se réunit autour des valeurs de partage, de confiance et de coopération. Ses moyens d'actions sont de trois types : les réunions internes du comité, les rencontres, des guides ou recueil de retours d'expériences.

La Région Île-de-France apporte son soutien en 2022 pour réaliser :

- un webinaire/conférence sur le thème « Climat et économie circulaire » (organisation et capitalisation des enseignements...) visant à mettre en évidence les liens entre l'économie circulaire et le dérèglement climatique et à montrer en quoi le déploiement de l'économie circulaire participe à réduire les émissions de gaz à effet de serre ;
- une édition thématisée du livret « Sur la route » en s'attachant à valoriser des projets à la croisée du sport et de l'économie circulaire et sa diffusion par différents moyens (vidéo, webinaires, visite de sites...) ;
- la tenue d'un séminaire sur l'économie circulaire dans le sport. Ce séminaire sera organisé autour du lancement du livret « Sur la route » d'initiatives de ce secteur.

Ce projet permettra de diffuser les bonnes pratiques pour les acteurs du territoire sur la mise en œuvre de l'éco conception et l'économie de fonctionnalité pour les acteurs économiques et les initiatives du secteur sportif sobres en utilisation de ressources, ou mobilisant les destinataires pour changer leurs comportements en lien notamment avec la préparation des jeux olympiques de 2024.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Au titre de la mesure I - Soutenir les actions et programmes d'actions pour la prévention des déchets : aide d'un montant de 10 000 €, soit 10,41 % des dépenses éligibles en fonctionnement.

#### Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel (salaires)	89 520,00	93,23%
Prestations extérieures (communication, frais de location de salle/réception)	6 500,00	6,77%
Total	96 020,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	10 000,00	10,41%
Fonds propres	31 867,00	33,19%
ADEME Île-de-France	22 653,00	23,59%
Métropole du Grand Paris	21 500,00	22,39%
DRIEAT Île-de-France	10 000,00	10,41%
Total	96 020,00	100,00%

## **Annexe n°4 Fiche-projet EX05398 dérogation de stage**

Commission permanente du 21 janvier 2021 - CP2021-051  
**Modifiée par la commission permanente du 23 mars 2022 – CP2022-084**

**DOSSIER N° EX053998 - Etudes de faisabilité pour la construction d'un espace d'activités dédié au réemploi « Village du Réemploi » à Montreuil (93)**

**Dispositif** : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-72-20421-472001-1700

Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	316 800,00 € TTC	23,18 %	73 440,00 €
Montant total de la subvention			73 440,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : RESEAU FRANCILIEN DU REEMPLOI

Adresse administrative : 125 RUE DU CHEMIN VERT  
75011 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame KARINA PEREZ, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 21 janvier 2021 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Le projet de Village du Réemploi consiste à aménager 1 800 m2 en pied d'immeuble pour en faire un lieu emblématique du réemploi solidaire. Cette démarche s'inscrit dans un projet immobilier et architectural plus large, qui se déroule dans le cadre de la rénovation de la ZAC de la Fraternité à Montreuil.

La création de cet espace emblématique est pensée comme la vitrine des possibles en matière de consommation responsable, de réduction des déchets, de travail artisanal autour de la réparation et de vie associative tournée vers l'environnement.

Ce projet est porté par un collectif de 6 associations d'Île-de-France issues de familles et de réseaux différents : Emmaüs Alternatives, Neuilly Emmaüs Avenir, ENVIE Trappes, Atelier R-ARE, La collecterie, et la Recyclerie sportive, et sa mise en œuvre est pilotée par le Réseau Francilien du Réemploi (REFER).

Les espaces envisagés sont :

- des zones dédiées à la vente de produits de seconde main : textile / mobilier et objets / produits culturels, livre et supports musicaux / électroménager / articles de sport et d'upcycling (objets, décoration, mobilier) ;
- un café-librairie culturel, lieu multiforme de convivialité (ateliers, événements, etc.) ;
- des espaces pour des ateliers de sensibilisation aux enjeux du réemploi, recyclage, upcycling, réparation.

Compte tenu de leur activité actuelle et de leurs savoir-faire, les membres du collectif estiment l'impact du Village du Réemploi à 1000 tonnes par an de déchets évités.

Le projet de Village du réemploi se construit en 2 temps :

- études de faisabilité (2020-2022) ;



- réalisation avec les travaux d'aménagement (à partir de 2023).  
La livraison du bâtiment par le promoteur est prévue pour fin 2023.

La Région apporte son soutien financier à la réalisation des études de faisabilité (AMO technique, AMO financière, AMO de coordination générale, juridique, expertise des membres du collectif) nécessaires à la réalisation des futurs investissements.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif de mobilisation générale pour réduire les déchets du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD), notamment en doublant l'offre de réemploi.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Malgré la publication d'offres de stages, le REFER n'est pas parvenu à recruter un stagiaire pour une période de deux mois.

Le REFER a bénéficié de 3 subventions au cours de l'année 2021. Sur les 3 subventions, il a été demandé au REFER de recruter au total 5 stagiaires.

Toutes les annonces ont été publiées et 4 stagiaires sur les 5 ont été ou vont être accueillis sur un période de 6 mois pour chaque stage. La 5ème offre de stage n'a pas été pourvue. Afin de garantir un accueil satisfaisant en termes d'espaces et d'encadrement pour les stagiaires, le REFER sollicite une dérogation pour ce 5ème stagiaire.

En effet, l'équipe salariée du REFER est constituée de quatre salariés et le REFER souhaite que chaque stagiaire soit encadré par un salarié.

#### Détail du calcul de la subvention :

Au titre de la mesure 2 : Développement des ressourceries, du réemploi et de la réutilisation  
23,18% des dépenses éligibles en investissement

#### Localisation géographique :

- MONTREUIL

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2021

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes de faisabilité : AMO technique, financière, juridique, coordination générale, prestations d'expertise des membres du collectif	316 800,00	100,00%
Total	316 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	63 360,00	20,00%
Département de la Seine-Saint-Denis	100 000,00	31,57%
ADEME	80 000,00	25,25%
Région Île-de-France	73 440,00	23,18%
Total	316 800,00	100,00%

## **Annexe n°5 Erreur matérielle fiches projets BPE**

Commission permanente du 19 novembre 2021 - CP2021-418  
**Modifiée par la commission permanente du 23 mars 2022 – CP2022-084**

**DOSSIER N° EX058921 - Développement d'une filière de collecte, reconditionnement et commercialisation du jouet de seconde main « yoti » (78) - LAUREAT DU BPE (3ème session)**

**Dispositif** : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-72-20421-472001-1700

Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	343 030,00 € HT	38,50 %	132 066,50 €
Montant total de la subvention			132 066,50 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : YOTI

Adresse administrative : 2C RUE MARCEAU  
78800 HOUILLES

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur Jacques GRIMONT, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2021 - 30 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'entreprise doit nécessairement pouvoir être opérationnelle avant les fêtes de fin d'année qui représentent une part importante de l'activité.

**Description :**

Le marché du jouet neuf est de 3,5 milliards d'euros chaque année, comprenant les jeux d'action, de construction, de société, poupées, puzzles, premier âge, peluches, véhicules, jeux de plein air et sportifs. L'étude préalable à la mise en place de la filière REP jouets émise par l'ADEME, permet d'estimer à près de 100 000 t/an la quantité de jouets qui est éliminée. Si actuellement 6 900 t sont collectées, l'objectif de la futur REP est de collecter 49 000 t/an à compter de 2027.

Dans ce contexte, YOTI est une start-up dont l'objet social est de collecter, reconditionner et commercialiser des jouets de seconde-main. Elle a pour objectif de construire un modèle industriel lui permettant d'avoir une part de marché nationale de 20% sur la collecte des jouets d'ici à 2027 (10 000 tonnes/an). Pour ce faire, une première expérimentation est menée de septembre 2021 à décembre 2024 sur la région Ile-de-France. Tous les processus de collecte, de reconditionnement puis de commercialisation seront testés, éprouvés et améliorés. Une fois la soutenabilité du modèle démontrée, un déploiement dans d'autres régions françaises pourra être envisagé.

Concernant la collecte, YOTI souhaite mettre en place une boutique inversée sur des zones à fort trafic comme les centres et développer un système de consignes permettant de déposer des jouets dans un meuble sécurisé. Une vingtaine de consignes seront déployées sur les 3 prochaines années. Un partenariat avec Emmaüs de Bougival/Nanterre/Chatou contribuera au démarrage de l'activité avec des dons de jouets.

Par ailleurs, le soutien de la ville de Houilles permettra de lancer une démarche de collecte au sein des crèches et des écoles de la ville. L'objectif est de pouvoir collecter 26 t la 1ère année (100 points de collecte) pour atteindre 86 t la 3e année (225 points de collecte).

Le reconditionnement et la commercialisation représentent un défi dans le modèle économique du jouet de 2nd main car ils nécessitent d'avoir un haut niveau de contrôle des jouets, permettant de maximiser le réemploi, et un prix de vente cohérent avec le marché. Pour y répondre, YOTI a signé une convention d'occupation avec l'établissement pénitentiaire de Bois d'Arcy pour un atelier de 412 m<sup>2</sup> qui sera ouvert en septembre 2021. Cela va permettre de créer 5 emplois de détenus la 1ère année, puis 15 emplois la 3e année. YOTI va également développer un outil informatique qui s'appuie sur l'intelligence artificielle pour s'assurer de la complétude des jouets collectés avant reconditionnement.

La Région apporte son soutien aux travaux d'aménagement du local, à l'acquisition des équipements de l'activité (convoyeur, balance, nettoyeur ultrason, stockage, matériel informatique, manutention, outils, brevet...), au développement des outils informatiques (site de e-commerce, système d'information dédié...), et aux véhicules pour la collecte.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de doubler l'offre de réemploi, réutilisation et réparation à destination des franciliens en 2031.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif II – Développer le réemploi, la réutilisation et la réparation : 35% des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien de 120 060,5 €.

Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10 % de la subvention, soit un soutien de 12 006 €

#### Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2021

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement	45 000,00	13,12%	Fonds propres	68 606,00	20,00%
Equipements, outils	163 030,00	47,53%	ADEME (prévisionnel)	111 792,50	32,59%
Développement des points de collecte	95 000,00	27,69%	CAF (prévisionnel)	30 565,00	8,91%
Outils numériques (site, système d'information)	40 000,00	11,66%	Région Île-de-France	120 060,50	35,00%
			Prime citoyenne écologique régionale	12 006,00	3,50%
Total	343 030,00	100,00%	Total	343 030,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets

Commission permanente du 19 novembre 2021 - CP2021-418  
**Modifiée par la commission permanente du 23 mars 2022 – CP2022-084**

**DOSSIER N° EX059465 - Implantation solution innovante de recyclage de masques à usage unique au Blanc Mesnil (93) - LAUREAT AMI MASQUES - LAUREAT DU BPE (3ème session)**

**Dispositif** : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-72-20421-472001-1700

Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	840 000,00 € HT	32,74 %	275 000,00 €
Montant total de la subvention			275 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : RECYPEPS  
Adresse administrative : 54 AVENUE DE LA MOTTE PICQUET  
75015 PARIS  
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées  
Représentant : Monsieur Sedki CHAYATA, Président directeur général

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 10 juillet 2021 - 31 décembre 2021

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte-tenu de la demande liée à la crise sanitaire, le développement du service doit se faire dans les meilleurs délais.

**Description :**

L'entreprise RECYPEPS souhaite apporter une solution innovante pour le recyclage des masques à usage unique mais aussi à plusieurs autres types de déchets jetables en plastique qui ne disposent pas de filière de recyclage adaptée comme certains Equipements de Protection Individuelle (EPI), certains DAS (Déchets des Activités de Soins), etc.

Elle a candidaté à l'AMI MASQUES lancé par la Région afin d'implanter cette solution en Île-de-France.

Ainsi, RECYPEPS a développé avec des partenaires une technologie innovante permettant de recycler ces matières de façon efficace et économiquement viable, non seulement pour répondre aux besoins urgents des déchets induits par la crise sanitaire mais aussi pour avoir une activité pérenne au-delà. Cette technique repose sur un lavage à la vapeur d'eau qui concentre les contaminants dans une boue facile à évacuer, contrairement aux lavages traditionnels des plastiques à l'eau chaude et aux additifs chimiques entraînant une grande quantité d'effluents à traiter. La matière plastique ainsi récupérée n'a pas été dégradée et peut servir à fabriquer de nouveaux produits en plastique.

Les actions prévues dans ce projet sont de deux ordres :

- mettre en place un démonstrateur industriel basé sur la technologie innovante de RECYPEPS et capable de fonctionner à une échelle industrielle ;
- mettre en place la R&D sur ce procédé pour le redimensionner, le breveter et le commercialiser pour en faire profiter d'autres acteurs du recyclage.

Le démonstrateur a pour objectif de recycler 1 200 tonnes par an de déchets : principalement des masques dans un 1er temps, puis les EPI ainsi que les plastiques non valorisés. En outre, la société prévoit de conclure des partenariats à double sens avec les plasturgistes de la région, en récupérant leurs déchets de production pour leur fournir des Matières Premières issues du Recyclage adaptées à leur production (projet déjà mise en place avec un fabricant francilien de masques).

La Région apporte son soutien financier à l'aménagement du site du démonstrateur industriel basé au Blanc-Mesnil (93) ainsi qu'à l'acquisition des équipements de la ligne de production et du laboratoire.

Ce projet contribue à l'augmentation de la quantité de déchets franciliens recyclés (objectif du PRPGD), à la mise en œuvre de la mesure COP n°126 « en partenariat avec les industriels franciliens, lancer un AMI pour le recyclage et la réutilisation des masques jetables », ainsi qu'à la mise en œuvre de l'action 3.3 de la SREC « assurer une gestion circulaire des EPI à usage unique ».

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

- Au titre de la mesure IV - Relever le défi du tri et du recyclage matière et organique : aide aux dépenses éligibles en investissement plafonnée à 250 000 €, soit un soutien « de droit commun » de 250 000 €.

- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10 % de la subvention, soit 25 000 €.

Soit un soutien total de 275 000 €.

#### Localisation géographique :

- LE BLANC-MESNIL

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2021

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Aménagement du site	130 000,00	15,48%	Fonds propres	565 000,00	67,26%
Equipements de la ligne de production	650 000,00	77,38%	Région Île-de-France	250 000,00	29,76%
Equipements du laboratoire	60 000,00	7,14%	Prime citoyenne écologique régionale	25 000,00	2,98%
Total	840 000,00	100,00%	Total	840 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets

**DOSSIER N° EX059483 - Modernisation du centre de tri des encombrants de la Courneuve (93) -  
LAUREAT DU BPE (3ème session)**

**Dispositif** : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-72-20421-472001-1700

Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	4 556 465,00 € HT	6,00 %	275 000,00 €
Montant total de la subvention			275 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : PAPREC ILE-DE-FRANCE

Adresse administrative : 5 RUE PASCAL  
93120 LA COURNEUVE

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur Sébastien PETITHUGUENIN, Directeur général

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 5 juillet 2021 - 1 juin 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux de modernisation doivent être réalisés dans des délais restreints pour permettre d'augmenter le taux de valorisation des déchets au plus tôt.

**Description :**

PAPREC est une entreprise française de collecte et de recyclage de déchets industriels et ménagers qui compte 10 000 salariés.

Afin de répondre aux objectifs du PRPGD en matière d'augmentation du taux de valorisation des déchets non dangereux non inerte, PAPREC souhaite moderniser son centre de tri des encombrants situé à la Courneuve.

Il s'agit d'augmenter les performances et améliorer ses outils de production pour les encombrants pour les traiter et les valoriser de manière optimale. Ainsi il est prévu notamment l'ajout d'un second crible et d'un overband, la mise en place d'un broyeur et l'ajout de trieurs optiques, qui permettront :

- l'augmentation de la capacité de traitement de 40 000 tonnes par an à 60 000 tonnes par an ;
- d'assurer des taux de captation et de valorisation matière élevés des encombrants, compris entre 60% et 95% selon les matériaux ;
- d'augmenter le taux de valorisation énergétique et de tendre vers la suppression de l'enfouissement des refus, grâce au broyage des refus de tri afin de les mettre en conformité avec les critères d'acceptation en incinérateurs ou de les acheminer en unité de préparation de Combustibles Solides de Récupération ;
- la création de 2,75 ETP et l'amélioration des conditions de travail des opérateurs de tri en s'appuyant notamment sur l'intelligence artificielle, avec la première industrialisation d'un robot trieur sur du tri d'encombrants.

La Région apporte son soutien financier aux travaux d'aménagement du site et à l'acquisition des équipements nécessaires (chaîne de tri, bascule, traitement de l'air, système incendie, alvéoles de stockage, etc.)

Ce projet s'inscrit dans les objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de renforcer les performances de recyclage des déchets ménagers et assimilés et de tendre vers le zéro déchet valorisable enfoui.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

- Au titre du dispositif IV - Relever le défi du tri et du recyclage matière et organique : aide aux dépenses éligibles en investissement plafonnée à 250 000€, soit un soutien « de droit commun » de 250 000 €.

- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% de la subvention, soit 25 000 €.

Soit un soutien total de 275 000 €.

**Localisation géographique :**

- LA COURNEUVE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
------------------------------------------------------------------

Exercice de référence : 2021

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements de la chaîne de tri	4 556 465,00	100,00%
Total	4 556 465,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	3 781 465,00	82,99%
ADEME IDF	500 000,00	10,97%
Région Ile-de-France	250 000,00	5,49%
Prime citoyenne écologique régionale	25 000,00	0,55%
Total	4 556 465,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets



Commission permanente du 19 novembre 2021 - CP2021-418  
Modifiée par la commission permanente du 23 mars 2022 – CP2022-084

**DOSSIER N° EX059485 - Equipement d'une plateforme logistique circulaire pour la valorisation des déchets hors-foyer (91) - LAUREAT DU BPE (3ème session)**

**Dispositif** : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-72-20421-472001-1700

Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	615 462,00 € HT	28,60 %	176 022,13 €
Montant total de la subvention			176 022,13 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : LEMON TRI

Adresse administrative : 14 AVENUE EDOUARD VAILLANT  
93500 PANTIN

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur AUGUSTIN JACLIN, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 20 novembre 2021 - 1 janvier 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Créée en 2011, Lemon Tri est une entreprise de l'économie sociale et solidaire qui propose de gérer de façon la plus vertueuse possible les déchets produits « hors foyer » c'est-à-dire en dehors du domicile (au bureau, dans les transports, les lieux publics, les centres commerciaux, les centres sportifs, les événements grand public, etc.). Le principe est de favoriser le tri à la source grâce aux bons outils, puis de sur-trier et conditionner les déchets pour les orienter ensuite vers une trentaine de filières de valorisation (réemploi ou recyclage matière) spécifiques à leur nature.

Une fois les déchets captés, un autre enjeu majeur est ainsi d'identifier des filières vertueuses de valorisation. Certains déchets sont difficiles à recycler pour des raisons techniques, logistiques ou de rentabilité. Sous l'impulsion de l'extension des consignes de tri, certains acteurs développent tout de même des solutions écologiques de valorisation de ces déchets "difficiles" avec l'exigence de recevoir un flux de matière bien trié et isolé. Encore faut-il identifier ces acteurs, les mobiliser et réunir un volume suffisant de matière valorisable pour avoir accès à leurs infrastructures. C'est précisément à ces trois enjeux que Lemon Tri entend répondre : capter, isoler et identifier des filières locales et nationales pour améliorer le traitement des déchets produits hors-foyer.

L'implantation historique des locaux d'activité de Lemon Tri se situe à Pantin (93). L'entreprise souhaite aujourd'hui déployer une seconde antenne plus au sud de la Région Ile-de-France en Essonne.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition du véhicule propre et des machines et équipements nécessaires à cette nouvelle activité (trieuse, broyeurs, presse, etc.), ainsi qu'aux dépenses liées au développement du projet.

Ce projet s'inscrit dans les objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de relever le défi du tri et du recyclage, et d'atteindre un taux de valorisation matière des Déchets Non Dangereux Non Inertes de 60% en 2025 et 65% en 2031.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

- Au titre du dispositif IV - Relever le défi du tri et du recyclage matière et organique : 16,5% des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien « de droit commun » de 92 319,30 €.

- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% de la subvention, soit 9 231,93 €.

Soit un soutien total de 101 551,23 €.

**Localisation géographique :**

- ESSONNE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
------------------------------------------------------------------

Exercice de référence : 2021

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Machines et équipements	205 462,00	33,38%
Véhicule propre	350 000,00	56,87%
Dépenses de personnels liées au développement du projet	60 000,00	9,75%
Total	615 462,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	439 439,87	71,40%
Région Île-de-France	160 020,12	26,00%
Prime citoyenne écologique régionale	16 002,01	2,60%
Total	615 462,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 19 novembre 2021 - CP2021-418  
**Modifiée par la commission permanente du 23 mars 2022 – CP2022-084**

**DOSSIER N° EX059487 - Installation expérimentale de bornes d'apport volontaire pour la collecte des biodéchets ménagers (75) - LAUREAT DU BPE (3ème session)**

**Dispositif** : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-72-20421-472001-1700

Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	109 910,00 € HT	38,50 %	42 315,35 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		42 316,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : LES ALCHEMISTES  
Adresse administrative : 6 RUE ARNOLD G RAUX  
93450 L'ILE SAINT DENIS  
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées  
Représentant : Monsieur Alexandre GUILLUY, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 20 novembre 2021 - 1 juillet 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Le projet porté par Les Alchimistes consiste à déployer 35 points d'apport volontaires à destination des déchets alimentaires ménagers dans un quartier résidentiel à dominance d'habitats collectifs dans le 13e arrondissement de Paris, et ce, dans le cadre d'une expérimentation de 2 ans.

Ce projet a vocation à permettre aux citoyens de valoriser leurs déchets alimentaires de manière locale. Les déchets collectés seront ensuite valorisés via des composteurs électromécaniques sur des plateformes des Alchimistes à quelques kilomètres de Paris, et le compost produit servira à des projets de végétalisation urbain.

L'expérimentation vise à informer et soutenir le déploiement de solutions de collecte et valorisation des biodéchets, en vue d'anticiper l'arrivée à échéance de l'obligation de tri à la source des biodéchets des citoyens pour les collectivités d'ici fin 2023, en capitalisant sur les données qualitatives et quantitatives recueillies sur les usages des habitants.

Le projet inclut une sensibilisation des citoyens (animation d'une communauté autour de la thématique du compostage et la vie des sols, redistribution annuelle de compost).

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition de 30 bornes d'apport volontaire adaptées aux biodéchets (5 sur les 35 ayant déjà été posées avant le dépôt du dossier de demande de subvention), du matériel de pré-collecte (bio-seaux, bacs) et du véhicule de collecte (camion GNV).

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de déploiement de dispositifs de collecte et de tri à la source des gisements de déchets organiques et biodéchets.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

- Au titre de la mesure 4 - Relever le défi du tri et du recyclage matière et organique : 35% des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien « de droit commun » de 38 469 €.

- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% de la subvention, soit 3 847 €.

Soit un soutien total de 42 316 €.

**Localisation géographique :**

- PARIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
------------------------------------------------------------------

Exercice de référence : 2021

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
30 bornes d'apport volontaire	60 000,00	54,59%
Matériel de pré-collecte	9 910,00	9,02%
Camion de collecte GNV	40 000,00	36,39%
Total	109 910,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	37 594,00	34,20%
PIA BPI	30 000,00	27,30%
Région Île-de-France	38 469,00	35,00%
Prime citoyenne écologique régionale	3 847,00	3,50%
Total	109 910,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 19 novembre 2021 - CP2021-418  
**Modifiée par la commission permanente du 23 mars 2022 – CP2022-084**

**DOSSIER N° EX059515 - Opération de déploiement d'une solution solidaire de lutte contre le gaspillage alimentaire en Ile-de-France (75) – LAUREAT DU BPE (3ème session)**

**Dispositif** : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-72-20421-472001-1700

Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	409 260,00 € HT	38,50 %	157 565,10 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		157 565,10 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : LINKEE  
Adresse administrative : 80 RUE DES HAIES  
75020 PARIS 20E ARRONDISSEMENT  
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées  
Représentant : Monsieur JULIEN MEIMON, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Linkee est une société créée en 2016 qui œuvre dans le domaine du don alimentaire afin de lutter contre les gaspillages. Linkee s'appuie sur une communauté de bénévole qui, grâce à l'utilisation d'une application dédiée, achemine les denrées alimentaires non vendues vers les associations locales de dons alimentaires. Linkee fait donc le lien entre les professionnels de l'alimentation qui souhaitent se séparer de leurs invendus et les associations d'aide alimentaire qui sont en demande croissante de denrées à distribuer.

Linkee prend en charge toutes les denrées alimentaires inutilisées (crèmerie, fruits, légumes, viande, poisson, plats cuisinés, épicerie, en frais et en sec), assure le respect de la chaîne du froid et permet le transport vers l'ensemble des associations du territoire. Les denrées sauvées du gaspillage par Linkee bénéficient à toutes les populations en situation de précarité : ménages, personnes isolées et migrantes, résidents de centre d'hébergement, personnes en situation de rue, mais aussi les « nouveaux précaires » tels les travailleurs pauvres, les étudiants, les retraités, etc.

En 2020, Linkee a ainsi sauvé du gaspillage alimentaire plusieurs centaines de tonnes de denrées et redistribué plus de 600 000 repas pour les personnes en situation de précarité. Linkee a notamment développé une application qui permet à tout citoyen de prendre connaissance des invendus alimentaires à proximité de leur lieu de vie ou de leur travail et de s'inscrire pour les apporter à des associations proches. Cette application facilite l'engagement bénévole. Linkee souhaite optimiser son application.

Linkee souhaite optimiser son système logistique afin de pouvoir étendre son champ d'action pour récupérer une plus grande part de denrées alimentaires invendues, quel que soit le volume ou le type de produit. Le but étant de permettre à cette activité de se développer en grande couronne et dans les territoires ruraux d'Ile-de-France. Il s'agira notamment d'acquérir de nouveaux véhicules permettant de transporter les denrées. Il est prévu l'acquisition de 3 véhicules utilitaires frigorifiques, 3 camionnettes frigorifiques, 1 véhicule utilitaire non frigorifique et 4 vélos cargos.

Objectifs chiffrés et indicateurs :

- Réduction du gaspillage alimentaire : 500 tonnes de denrées alimentaires sur 2 ans.
- Nombre de professionnels engagés dans une démarche solidaire de réduction : 200 professionnels.
- Nombre d'associations et CCAS bénéficiaires du projet : 250 structures.
- Nombre de personnes en situation de précarité bénéficiaires du projet : 20 000.
- Nombres de Franciliens engagés dans la réduction du gaspillage alimentaire avec Linkee : 5 000 nouvelles personnes engagées en 2 ans.

Le projet permettra le recrutement de 5 personnes la première année, 3 supplémentaires la deuxième année (équivalents temps plein). Au total, 8 personnes seront recrutées, deux en tant que chargés des partenariats (associations, institutions publiques et professionnels de l'alimentation) et six en tant que logisticiens, assurant les ramasses d'invendus alimentaires dans tout le territoire francilien.

La Région Île-de-France apporte son soutien financier à l'acquisition d'équipements isothermes, informatiques et logistiques et de véhicules propres permettant le transport des denrées alimentaires invendues en respectant la chaîne du froid.

Ce projet contribue à l'atteinte de l'objectif régional de Réduire les déchets ménagers et assimilés de 10% d'ici 2025 par rapport à 2010 (en kg/hab) et à l'objectif de réduction du gaspillage alimentaire de 50% d'ici à 2025 par rapport à 2015 et de 60 % d'ici à 2031 inscrits au PRPGD (Plan Régional de prévention et de gestion des déchets).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif I Agir pour le « zéro déchet » et lutter contre les gaspillages

35% des dépenses éligibles en investissement

Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10 % de la subvention.

#### Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2021

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Achat de véhicules propres	354 200,00	86,55%	Fonds propres	231 694,90	56,61%
Équipements logistiques et informatiques	25 060,00	6,12%	ADEME	20 000,00	4,89%
Logiciels SI (logistique + process partenaires)	30 000,00	7,33%	Région Île-de-France	143 241,00	35,00%
Total	409 260,00	100,00%	Prime citoyenne écologique régionale	14 324,10	3,50%
			Total	409 260,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**DOSSIER N° EX059619 - Création d'un service de location de housses pour textiles, éco-conçues, réutilisables et consignées - LAUREAT DU BPE (3ème session)**

**Dispositif** : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-72-20421-472001-1700

Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	356 460,00 € HT	38,50 %	137 237,10 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		137 237,10 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : LA PETITE REDINGOTE

Adresse administrative : 225 RUE SAINT DENIS  
75002 PARIS 2E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Madame JOSEPHINE MOUTON, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 août 2021 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin de démarrer au plus tôt la fabrication des housses afin de lancer une action pilote avant la fin de l'année 2021.

**Description :**

Plus de 3 000 établissements d'entretien de textile de détail (pressing, teintureries, blanchisseries, services de retouches) sont en fonctionnement en Île-de-France. Les professionnels de ce secteur ont besoin d'une solution pour protéger les articles qui leur sont confiés (vêtements et linge de maison) afin d'assurer des prestations de qualité. La seule solution existante sont les emballages en film plastique de polyéthylène à usage unique.

Le projet de l'entreprise La Petite Redingote consiste à développer un service de location de housses éco-conçues et réutilisables. Ces housses seront fabriquées dans des ateliers d'insertion situés en Île de France à partir de stocks de tissu non utilisé. Deux modèles de housses seront mis en location auprès des professionnels pour un coût inférieur au coût actuel des housses en plastique. Les housses abîmées seront réparées dans les mêmes ateliers et remises dans le circuit. L'entreprise proposera également un service de collecte / livraison à domicile des housses utilisées, qui doivent être lavées et le cas échéant réparées.

Dans un 1er temps, l'entreprise lancera une action pilote avec des prototypes de housses qui lui permettra de tester l'organisation et la logistique, et dans un 2ème elle déploiera son activité. Ainsi, un 1er stock de 4 800 housses sera produit pour le lancement de l'offre, puis de nouveaux stocks seront produits pour le déploiement du service sur l'ensemble du territoire francilien pour atteindre un stock total de 36 000 housses pour 120 établissements, à raison de 300 housses par établissement.

La Région apporte son soutien financier à la réalisation d'outils de communication, à l'achat de matières premières (stocks de tissu dormants et accessoires de mercerie) et à la fabrication des housses.

Ce projet contribue à l'atteinte des objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de réduire les déchets des activités économiques de 10% entre 2014 et 2031, et de déployer la consigne pour réemploi.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif I « agir pour le « zéro déchet » et lutter contre les gaspillages » : 35% des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien « de droit commun » de 124 761,00 €.

Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% de la subvention, soit 12 476,10 €.

Soit un soutien total de 137 237,10 €

#### Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2021

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Outils de communication	1 500,00	0,42%
Achat de matière première	139 200,00	39,05%
Fabrication	215 760,00	60,53%
Total	356 460,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	219 222,90	61,50%
Région Île-de-France	124 761,00	35,00%
Prime citoyenne écologique régionale	12 476,10	3,50%
Total	356 460,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise



Commission permanente du 19 novembre 2021 - CP2021-418  
**Modifiée par la commission permanente du 23 mars 2022 – CP2022-084**

**DOSSIER N° EX059632 - Développement d'une application numérique contre les emballages jetables de restauration à emporter (75) - LAUREAT DU BPE (3ème session)**

**Dispositif** : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-72-20421-472001-1700

Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	180 000,00 € HT	38,50 %	69 300,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		69 300,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : TWCH THE WHITE CROSS HOLDING

Adresse administrative : 12 RUE DU SQUARE  
74960 ANNECY

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur JEAN MARC PECCOUX, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 décembre 2021 - 30 novembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

L'entreprise The White Cross Holding, lancée en avril 2021, œuvre pour le zéro déchet en luttant contre les emballages jetables de la restauration à emporter. Son projet, Derechef, repose sur la création d'un réseau de restaurateurs partenaires dans le 13ème arrondissement de Paris (avec un déploiement à l'échelle de la capitale prévu à partir de décembre 2021) acceptant les contenants réutilisables amenés par les consommateurs. Les restaurateurs s'engagent par la suite à récompenser ce geste pour encourager la démarche. Soutenue par le programme Pépite de la Région Île-de-France en 2020, Derechef dispose aujourd'hui d'une plateforme digitale à destination des consommateurs qui cartographie ses 25 restaurants partenaires ainsi que leurs offres.

De manière concrète, ce système collaboratif permet au consommateur de réduire non seulement son impact environnemental mais aussi de réaliser des économies. Parallèlement, les restaurateurs améliorent leur empreinte écologique et diminuent leurs achats ainsi que l'utilisation d'emballages à usage unique. Ainsi, en mettant en contact des consommateurs et des restaurateurs locaux, Derechef permet de sensibiliser au réemploi dans le domaine de la restauration à emporter, souvent mis à tort pour sa production de déchets de contenants jetables.

Afin de répondre aux attentes des utilisateurs et pour massifier la portée de la solution Derechef, la Région apporte son soutien financier à la réalisation de 3 prestations de développement informatique :

- une application numérique qui permettrait une meilleure prise en main par les consommateurs (prise de commande en ligne, suivi de la commande...) ;

- une interface de suivi pour les restaurateurs (gestion de commande, gestion comptable...);
- une interface de suivi pour les entreprises-partenaires, nouveau public ciblé par The White Cross Holding à partir de 2022 (gestion des abonnements des employés).

Par ses actions de lutte contre les emballages à usage unique, Derechef estime éviter 430 tonnes de contenants d'ici 3 ans, soit approximativement 10 750 000 contenants.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan régional de prévention et gestion des déchets (PRPGD) de réduction de 10 % des quantités de Déchets Ménagers et Assimilés (DMA) d'ici à 2025 et de doubler l'offre de réemploi, réutilisation et réparation à destination des franciliens en 2031.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

- Au titre de la mesure 1 : agir pour le « zéro déchet » et lutter contre les gaspillages, 35% des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien « de droit commun » de 63 000,00 €.

- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% de la subvention, soit 6 300,00 €.

Soit un soutien total de 69 300,00 €

#### Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2021

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Développement informatique externe (prestations consommateurs, restaurateurs et entreprises)	180 000,00	100,00%
Total	180 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	80 700,00	44,83%
BPI (prévisionnel)	30 000,00	16,67%
Région Île-de-France	63 000,00	35,00%
Prime citoyenne écologique régionale	6 300,00	3,50%
Total	180 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**DOSSIER N° EX059654 - Activité de reconditionnement de vélos et trottinettes électriques (75) -  
LAUREAT DU BPE (3ème session)**

**Dispositif** : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-72-20421-472001-1700

Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	362 600,00 € HT	38,50 %	139 601,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		139 601,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : WHEELLEE

Adresse administrative : 122 RUE AMELOT  
75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur Diego Gaston Albert LEVEL, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 juillet 2021 - 1 juillet 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Lancement de l'activité commerciale en juillet 2021

**Description :**

Première entreprise spécialisée dans le reconditionnement de vélos et trottinettes électriques en Île-de-France, Loewi propose des produits réparés et reconditionnés à l'achat, ainsi qu'un service de reconditionnement de vélo électrique pour particuliers.

Son ambition est double : réduire le nombre de déchets d'appareils en les remettant en circulation et en augmentant leur durée de vie, tout en incitant à des modes de déplacement plus écologiques via des offres moins chères que des produits neufs.

L'équipe Loewi est formée au reconditionnement d'appareils de mobilité électrique excepté pour le reconditionnement des batteries, qui est confié à leur partenaire VéloBatterie. Par ailleurs, tous les déchets issus du reconditionnement de batteries sont repris dans le réseau Corepile, l'éco-organisme en charge de la gestion des piles et petites batteries.

Ayant terminé la phase pré-opérationnelle du projet (étude de marché, travail sur la chaîne logistique, formations au reconditionnement), Loewi prévoit de lancer son activité commerciale dès le mois de juillet 2021. Il lui faut pour cela acquérir le matériel de reconditionnement nécessaire et développer ses outils informatiques.

Loewi prévoit de suivre l'impact de leur activité via, entre autres, le nombre d'appareils usagés récupérés, le nombre d'appareils réparés et restitués à leur propriétaire et le tonnage de déchets évités. Le lancement de leur activité permettra de reconditionner 700 appareils et créer 6 emplois pérennes d'ici 2022.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition de véhicules propres (camionnettes et vélos cargos) pour livrer leurs produits, à l'acquisition de matériel de reconditionnement (outils de réparation et matériel spécifique au diagnostic des pièces électriques), à la réalisation de travaux d'aménagement au sein de leur local, ainsi qu'au développement de leur site internet.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan régional de prévention et gestion des déchets (PRPGD) de doubler l'offre de réemploi, réutilisation et réparation à destination des franciliens en 2031.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

- Au titre de la mesure 2 « Développer le réemploi, la réutilisation et la réparation » : 35% des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien « de droit commun » de 126 910,00€.
- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% de la subvention, soit 12 691,00€.

Soit un soutien total de 139 601,00€

#### Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2021

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Véhicules propres	52 000,00	14,34%
Matériel de reconditionnement	23 000,00	6,34%
Travaux d'aménagement	110 000,00	30,34%
Développement informatique	177 600,00	48,98%
Total	362 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	222 999,00	61,50%
Région Île-de-France	126 910,00	35,00%
Prime citoyenne écologique régionale	12 691,00	3,50%
Total	362 600,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 19 novembre 2021 - CP2021-418  
Modifiée par la commission permanente du 23 mars 2022 – CP2022-084

**DOSSIER N° EX059824 - Création d'une micro-filière de tissage artisanale et circulaire à Paris (75) - LAUREAT DU BPE (3ème session)**

**Dispositif** : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-72-20421-472001-1700

Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	266 255,00 € HT	39,12 %	104 158,17 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		104 158,17 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : RECYCLERIE LA TISSERIE PARISIENNE  
Adresse administrative : 12 SQUARE DE LA SALAMANDRE  
75020 PARIS 20E ARRONDISSEMENT  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Madame CHRISTINE NOYER, Directrice

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 décembre 2021 - 1 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

L'industrie textile fonctionne de manière très linéaire, ce qui génère beaucoup de déchets. Les chaînes de production incroyablement complexes et mondialisées rendent souvent difficile la traçabilité complète des matériaux utilisés. Aujourd'hui 19 vêtements sur 20 ne sont pas recyclés et finissent enfouis ou incinérés. Pourtant, les marques de luxe disposent d'un véritable pouvoir de prescription auprès des consommateurs. Ils ont la capacité de s'engager pour limiter les impacts environnementaux de leurs activités et ainsi favoriser le passage vers une mode circulaire.

Pour faire face à ce constat, l'association la Tisserie parisienne, créée en 2019 une filature locale, circulaire et solidaire. Elle collecte tous types de chutes (cuir, textiles, fils, ...) auprès des marques de luxe en les valorisant par le tissage artisanal pour créer une nouvelle matière originale, de qualité et fait main dans un atelier à Paris.

Le projet permet ainsi aux créateurs de la mode franciliens de donner une seconde vie à leurs chutes de matières, de produire autrement en utilisant des matières issues d'upcycling, et de les sensibiliser à une production circulaire et socialement responsable : l'objectif étant de créer une boucle locale et vertueuse.

Elle se donne également pour mission de donner accès à la formation à la technique circulaire du tissage et ensuite à l'emploi à des personnes en situation de handicap, en partenariat avec l'ESAT de Ménilmontant.

Afin de pouvoir aménager un local situé dans le 20ème arrondissement de Paris et continuer de développer l'activité de la Tisserie parisienne, la Région apporte son soutien financier à la réalisation de travaux d'aménagement du local, à l'acquisition d'un véhicule propre, des vélos pour livraison, des métiers à tisser et des accessoires associés (lisses, peignes, bancs, etc.), du matériel informatique (ordinateur, imprimante), des machines à couper le cuir, du mobilier, ainsi qu'à la réalisation d'une étude pré-opérationnelle.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan régional de prévention et gestion des déchets (PRPGD) de valorisation matière d'au moins 65 % des Déchets d'Activités Economiques entre 2014 et 2031.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

- Au titre de la mesure 5 « Développer l'économie circulaire et innover » : 50% des dépenses éligibles en investissement pour l'étude pré-opérationnelle, soit 5 000 €, et 35 % des dépenses éligibles en investissement pour les travaux, le véhicule, les vélos, les matériaux et les équipements, soit 89 689,25€

- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% de la subvention, soit 9 468,92 €.

Soit un soutien total de 104 158,17€.

#### Localisation géographique :

- PARIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2021

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Véhicule propre et vélos	41 626,00	15,63%
Mobilier, matériel informatique, machines à découper le cuir	56 112,00	21,07%
Métiers à tisser et les accessoires associés	75 120,00	28,21%
Etude pré-opérationnelle	10 000,00	3,76%
Travaux	83 397,00	31,32%
<b>Total</b>	<b>266 255,00</b>	<b>100,00%</b>

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres et financements privés	55 594,83	20,88%
ADEME (prévisionnel)	53 251,00	20,00%
Ville de Paris (prévisionnel)	53 251,00	20,00%
Région Ile-de-France	94 689,25	35,56%
Prime citoyenne écologique régionale	9 468,92	3,56%
<b>Total</b>	<b>266 255,00</b>	<b>100,00%</b>

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**DOSSIER N° EX060365 - Création d'un site de réemploi et de livraison de broyat en économie circulaire (75) - LAUREAT DU BPE (3ème session)**

**Dispositif** : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-72-20421-472001-1700

Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	75 259,00 € HT	38,50 %	28 974,65 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		28 974,65 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : DM COMPOST  
Adresse administrative : 128 RUE EDOUARD VAILLANT  
94140 ALFORTVILLE  
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées  
Représentant : Monsieur DAMIEN HOUBRON, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2021 - 30 septembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses de matériel doivent être engagées dès septembre pour permettre au projet d'être opérationnel lors de la Semaine Européenne de la Réduction des Déchets fin novembre.

**Description :**

DM Compost, entreprise d'insertion depuis décembre 2020 porte un projet destiné à valoriser du broyat pour le mettre à disposition des jardins partagés ou pédagogiques parisiens, des sites de compostage de biodéchets collectifs pour Paris et les villes et départements de l'Est Parisien. Cela permettra de fournir un exutoire pour les artisans élagueurs/paysagistes travaillant sur le territoire, en limitant les dépôts sauvages et les apports en déchetterie.

Réemployer cette biomasse localement permettra :

- d'améliorer la structure du sol, de réduire l'arrosage, d'améliorer la biodiversité ;
- de composter les biodéchets alimentaires plutôt que de les incinérer ;
- de l'utiliser en économie circulaire ;
- de réduire les émissions de CO2 en limitant les transports polluants.

Ce projet vise à l'insertion sociale et professionnelle des personnes éloignées de l'emploi : il permettra la création de 3 emplois dont 2 en insertion (ou en sortie de parcours d'insertion).

Ce projet cible différents types de public :

- les habitants de Paris et communes limitrophes impliqués dans les projets de compostage de proximité (solution d'approvisionnement en broyat) ;
- les associations, les jardins partagés engagés dans le compostage et le jardinage ;
- les artisans élagueurs/paysagistes pour lesquels une solution d'exutoire est proposée.

Ce projet concernera plus de 20 000 franciliens et indirectement un bien plus grand nombre, dont :

- 145 jardins partagés dans Paris avec en moyenne une dizaine d'adhérents ;

- Plus de 1500 composteurs partagés à Paris et dans les villes d'Île de France de l'est Parisien.

Il permettra de détourner environ 1250 Tonnes de déchets par an :

- 250 Tonnes de déchets végétaux retirés de la mise en décharge ou dépôt sauvage et réemployés ;
- 1000 Tonnes de biodéchets alimentaires mieux compostés grâce au broyat fourni.

2 stagiaires (ou alternants) et une personne en insertion (ou en sortie de parcours d'insertion) seront recrutés pendant la durée du projet. En fonction des volumes à traiter, des embauches supplémentaires peuvent être envisagées.

La Région apporte son soutien financier à la réalisation de travaux d'aménagement, à l'acquisition d'équipement et d'outils (outils de jardinage, broyeur, panneaux d'information, équipement de protection individuelle...) ainsi qu'à l'acquisition d'un véhicule propre et de sa borne de recharge.

Ce projet s'inscrit dans les objectifs du Plan régional de prévention et de gestion des déchets de déploiement de la pratique du compostage de proximité sur le territoire francilien et de valorisation matière d'au moins 65 % des Déchets d'Activités Economiques entre 2014 et 2031.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

- Au titre de la mesure 1 : 35% des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien « de droit commun » de 26 340,65€.
  - Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% de la subvention, soit 2 634 €.
- Soit un soutien total de 28 974,65€

#### Localisation géographique :

- VILLE DE PARIS (EPT1)

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2021

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement	13 357,30	17,75%
Véhicule électrique et sa borne de recharge	44 924,00	59,69%
Equipements, outils, panneaux informatiques	16 977,70	22,56%
Total	75 259,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	15 051,86	20,00%
Ville de Paris (prévisionnel)	31 232,49	41,50%
Région Île-de-France	26 340,65	35,00%
Prime citoyenne écologique régionale	2 634,00	3,50%
Total	75 259,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise



Commission permanente du 19 novembre 2021 - CP2021-418  
**Modifiée par la commission permanente du 23 mars 2022 – CP2022-084**

**DOSSIER N° EX060505 - Etude de faisabilité et expérimentation de contenants réemployables pour la livraison de repas - LAUREAT DU BPE (3ème session)**

**Dispositif** : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-72-20421-472001-1700

Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	90 925,00 € HT	48,47 %	44 068,75 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		44 068,75 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMPASS GROUP FRANCE

Adresse administrative : 117 AVENUE DE LA REPUBLIQUE  
92320 CHATILLON

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur C DRIC BARTHELEMY, Responsable administratif

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 août 2021 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'étude de faisabilité doit démarrer au plus vite

**Description :**

Compass Group France est une entreprise installée à Châtillon (92), spécialisée dans la restauration collective, et souhaite réaliser une étude de faisabilité et mener une expérimentation pour le remplacement des barquettes en plastique à usage unique par des contenants réemployables pour la livraison de repas. L'objectif à terme est de remplacer toutes les barquettes plastiques utilisées par les cuisines du groupe.

Le projet est constitué de 2 phases :

Phase 1 :

- Diagnostic du fonctionnement des cuisines du groupe et étude des solutions pour le remplacement des barquettes en plastique ;

- Pour la cuisine d'Athis Mons (la plus grande de France pour Compass Group et qui prépare 22 000 repas par jour pour 9 communes du sud de Paris), mise en place d'un pilote puis déploiement à l'ensemble de la cuisine ;

Phase 2 : déploiement de l'action au niveau national.

Pour la cuisine d'Athis Mons, l'objectif chiffré est de remplacer les 1,4 millions de barquettes utilisées chaque année, ce qui devrait permettre d'éviter 380 tonnes de déchets plastiques par an.

L'expérimentation devrait impliquer les acteurs franciliens de la consigne que la Région Île de France a financé, notamment ceux qui proposent le lavage des petits contenants (Uzaje, Reconcil, Greengo).

La Région apporte son soutien financier à la réalisation de la phase 1.

Ce projet s'inscrit dans les objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des déchets (PRPGD) de réduire les déchets des activités économiques de 10% entre 2014 et 2031 et de développer le réemploi et la réutilisation.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

- Au titre de la mesure I :

o Pour le diagnostic et l'étude de faisabilité 50% des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien « de droit commun » de 27 462,50 €

o Pour l'achat de contenants 35% des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien « de droit commun » de 12 600,00 €

- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% de la subvention, soit 4 006,25 €.

Soit un soutien total de 44 068,75 €

**Localisation géographique :**

- ATHIS-MONS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
------------------------------------------------------------------

Exercice de référence : 2021

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Diagnostic et étude de faisabilité	54 925,00	60,41%
Achats de contenants et matériels	36 000,00	39,59%
Total	90 925,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	46 856,25	51,53%
Région Île-de-France	40 062,50	44,06%
Prime citoyenne écologique régionale	4 006,25	4,41%
Total	90 925,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 19 novembre 2021 - CP2021-418  
**Modifiée par la commission permanente du 23 mars 2022 – CP2022-084**

**DOSSIER N° EX060536 - Unités de déconditionnement et hygiénisation des déchets organique à Echarcon (91) - LAUREAT DU BPE (3ème session)**

**Dispositif** : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-72-20421-472001-1700

Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	2 900 000,00 € HT	9,48 %	275 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		275 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SEMAVERT

Adresse administrative : ECOSITE DE VERT LE GRAND  
91810 VERT-LE-GRAND

Statut Juridique : Société Anonyme

Représentant : Monsieur Franck SEARA, Directeur général

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 25 juin 2021 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Certains travaux sont prévus dès juin 2021.

**Description :**

La SEMAVERT (filiale de la SEMARDEL) est une société anonyme spécialisée dans le secteur d'activité du traitement et de l'élimination des déchets non dangereux. Elle porte le projet « Semardel/Semavert Biodéchets » qui vise à créer et mettre en service une unité de déconditionnement/hygiénisation et de méthanisation à Echarcon en Essonne (Ecosite de Vert-le-Grand-Echarcon). Ce projet s'inscrit dans la stratégie de développement de la SEMARDEL, qui est de maîtriser la collecte, le traitement et la valorisation de tous les déchets. Cette stratégie prévoit le retour au sol des digestats issus de la méthanisation.

Concernant le déconditionnement et d'hygiénisation, il s'agit de la première étape du développement d'une solution de traitement et de valorisation de biodéchets par méthanisation. Le site devra permettre la réception de 35 000 t/an de déchets organiques de type déchets des industries agroalimentaires, déchets des grandes et moyennes surfaces, déchets de la restauration, et biodéchets des ménages qui seront collectés dans un rayon de 70 km autour de l'écosite et dont tout ou partie devra être à déconditionner.

Les installations de pré-traitement prévues en amont de la méthanisation sont :

- l'unité de déconditionnement d'une capacité de 25 000 t/an de déchets organiques ;
- l'unité d'hygiénisation pour hygiéniser tous les déchets organiques avant leur incorporation en méthanisation.

La société SEMAVERT dispose de l'arrêté préfectoral et détient la maîtrise foncière des terrains.

La Région apporte son soutien financier aux équipements d'hygiénisation et de déconditionnement.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets d'Île-de-France (PRPGD) de valorisation organique des biodéchets.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

- Au titre de la mesure IV - Relever le défi du tri et du recyclage matière et organique : 35% des dépenses éligibles en investissement plafonné à 250 000 €, soit un soutien « de droit commun » de 250 000 €.

- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% de la subvention, soit 25 000 €.

Soit un soutien total de 275 000 €

**Localisation géographique :**

- ECHARCON

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
------------------------------------------------------------------

Exercice de référence : 2021

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements d'hygiénisation	1 000 000,00	34,48%
Equipements de déconditionnement	1 900 000,00	65,52%
Total	2 900 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	1 755 000,00	60,52%
ADEME (prévisionnel)	870 000,00	30,00%
Région Île-de-France	250 000,00	8,62%
Prime citoyenne écologique régionale	25 000,00	0,86%
Total	2 900 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets

**DOSSIER N° EX060583 - Service de location et de lavage de couches zéro déchet - LAUREAT DU BPE (3ème session)**

**Dispositif** : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

**Délibération Cadre** : CP2021-198 du 01/04/2021

**Imputation budgétaire** : 907-72-20421-472001-1700

Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	159 124,00 € HT	38,50 %	61 262,00 €
Montant total de la subvention			61 262,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : ACL BABY  
Adresse administrative : 6 RUE DU CDT ERNEST BAROCHE  
93350 LE BOURGET  
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées  
Représentant : Monsieur Aly DIAKHO, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 20 novembre 2021 - 31 mars 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La société ACL BABY a pour objectif d'œuvrer à la démocratisation de la couche lavable auprès des particuliers comme des Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE). Son action consistera à louer, distribuer et laver des couches lavables dans les départements de la Seine-Saint-Denis et de Paris.

Un enfant génère en effet une tonne de déchets jusqu'à l'acquisition de la propreté, et 3% de l'ensemble des Ordures Ménagères Résiduelles (OMR) collectées au niveau national sont des couches jetables. Bien que ces dernières paraissent attractives en termes de temps et de facilité d'utilisation, leur constat écologique est alarmant (génération de déchets à incinérer ou à enfouir, consommation d'arbres, de plastique et d'eau).

Ainsi, la transition de la couche à usage unique à une couche lavable durable en location aura pour conséquences de :

- réduire les déchets ménagers et assimilés (DMA) et l'utilisation de matières premières et d'énergie ;
- fournir une alternative durable aux couches jetables auprès des particuliers et des EAJE ;
- mettre en place une économie circulaire sur ce sujet.

Les actions prévues sont les suivantes :

1/ ouverture d'un commerce, qui contiendra :

- une blanchisserie pour laver les couches louées auprès des particuliers et des EAJE ;

- un espace de vente de produits annexes à la couche ;
  - un espace d'ateliers pour la découverte et la mise en pratique de la couche ;
- 2/ création d'un site d'e-commerce et d'animation de partenariats ;
- 3/ formation du personnel des EAJE.

La Région apporte son soutien financier aux travaux d'aménagement du local, à l'acquisition des équipements nécessaires (lave-linge, etc.) et de véhicules propres, ainsi qu'à l'élaboration d'un site internet et d'outils de communication.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de réduction de 10 % des quantités de Déchets Ménagers et Assimilés (DMA) d'ici à 2025.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

- Au titre du dispositif I - Agir pour le « zéro déchet » et lutter contre les gaspillages : 35% des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien « de droit commun » de 55 693 €.

- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% de la subvention, soit 5 569 €.

Soit un soutien total de 61 262 €

#### Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2021

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	25 000,00	15,71%
Equipements	82 522,00	51,86%
Site internet	7 000,00	4,40%
Outils de communication	8 000,00	5,03%
Véhicules propres	36 602,00	23,00%
Total	159 124,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	97 862,00	61,50%
Région Île-de-France	55 693,00	35,00%
Prime citoyenne écologique régionale	5 569,00	3,50%
Total	159 124,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise